

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES MINIERES
DES COMMUNES DE
AUBOUE, BRIEY, HOMECOURT, JOEUF,
MOINEVILLE, MOUTIERS ET VALLEROY**

**RAPPORT JUSTIFICATIF ET
DE PRESENTATION**

Annexe à l'arrêté du **23 AOUT 2016**

Le Préfet

Philippe MAHÉ



SOMMAIRE

<u>SOMMAIRE.....</u>	<u>2</u>
<u>INTRODUCTION.....</u>	<u>4</u>
<u>1. Les textes.....</u>	<u>4</u>
<u>2. Les particularités des PPRM.....</u>	<u>5</u>
<u>3. La procédure d'élaboration, d'approbation et de révision des PPRM</u>	<u>5</u>
<u>4. Validité du PPR.....</u>	<u>7</u>
<u>5. L'information du citoyen.....</u>	<u>7</u>
<u>6. L'élaboration du PPRM.....</u>	<u>7</u>
<u>7. Le présent PPRM.....</u>	<u>7</u>
<u>CHAPITRE 1 – LE RISQUE MINIER.....</u>	<u>8</u>
<u>1. Introduction - l'exploitation minière –</u>	<u>8</u>
<u>1.1. Historique.....</u>	<u>8</u>
<u>1.2. Historique des affaissements.....</u>	<u>8</u>
<u>1.3. L'envoyage.....</u>	<u>8</u>
<u>2. La connaissance de l'aléa.....</u>	<u>9</u>
<u>3. Les différents types d'aléa minier : caractéristiques et critères de définition.....</u>	<u>10</u>
<u>3.1. Le fontis.....</u>	<u>10</u>
Description.....	10
Critères de définition.....	11
<u>3.2. L'affaissement progressif.....</u>	<u>11</u>
Description.....	11
Critères de définition.....	12
Aléas retenus.....	12
<u>3.3. L'effondrement brutal.....</u>	<u>13</u>
Description.....	13
Critères de définition	13
Aléas retenus.....	14
<u>3.4. Les mouvements résiduels.....</u>	<u>14</u>
description.....	14
Critères de définition.....	15
Mouvements résiduels sur dépilages récents.....	15
Mouvements résiduels sur dépilages anciens.....	15
Mouvements résiduels sur chambres et piliers.....	15
Aléas de fontis très faible.....	15
<u>3.5. les éboulements fronts de mines.....</u>	<u>16</u>
<u>3.6. Conclusion.....</u>	<u>16</u>
<u>4. Les effets sur le bâti – la sécurité des personnes et des biens.....</u>	<u>17</u>
<u>4.1. Les effets sur le bâti.....</u>	<u>17</u>
4.1.1. Étude "ossature béton".....	18
4.1.2. Étude "ossature bois-acier".....	19
4.1.3. Étude sur la définition de prescriptions spécifiques aux zones de mouvements résiduels. .	19
4.1.4. Études particulières pour les bâtiments hors typologie.....	20
<u>CHAPITRE 2 – LA DOCTRINE DE CONSTRUCTIBILITE.....</u>	<u>20</u>
<u>1. La directive territoriale d'aménagement (D.T.A.).....</u>	<u>20</u>
<u>2. Les zones réglementaires des PPRM</u>	<u>21</u>
■ R : zone "rouge" inconstructible où tout est interdit sauf certains travaux	21
■ O et J: zones "orange" et "jaune" à risque constructibles sous conditions	22
■ B : zone blanche sans risque où tous les types de constructions sont admis.....	25
<u>3. De l'aléa au zonage réglementaire.....</u>	<u>26</u>
<u>3.1. Généralités.....</u>	<u>26</u>
<u>3.2. Mise en œuvre des critères.....</u>	<u>26</u>
<u>4. Interdictions, prescriptions et recommandations.....</u>	<u>27</u>

4.1. Interdictions.....	28
4.2. Prescriptions.....	28
CHAPITRE 3 : LES COMMUNES COUVERTES PAR LE PPR.....	29
1. Commune de Auboué.....	29
1. Commune de Homécourt.....	31
2. Commune de Moutiers.....	34
3. Commune de Joeuf.....	36
4. Commune de Briey.....	38
5. Commune de Valleroy.....	40
6. Commune de Moineville.....	41
CHAPITRE 4 – ÉTAT DES PROCÉDURES.....	43

INTRODUCTION

Les textes

Le plan de prévention des risques miniers (PPRM) détermine les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde à mettre en œuvre contre les risques miniers, et notamment les affaissements progressifs, les effondrements brutaux et les fontis. Ces règles sont définies en application de :

- Du livre I, titre VII, chapitre IV du code minier ;
- La loi n° 87-565 du 22 juillet 1987 modifiée relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs ;
- La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- La loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;
- La Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) des Bassins Miniers Nord-lorrains, approuvée le 02 août 2005 ;
- Le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;
- Le décret n° 2000-465 du 29 mai 2000 relatif à l'application des articles 75-2 et 75-3 du code minier ;
- Le décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des anciens articles 94 et 95 du code minier ;
- L'ordonnance n° 2011-91 du 20 janvier 2011 portant codification de la partie législative du code minier
- Décret n° 2011-765 du 28 juin 2011 relatif à la procédure d'élaboration, de révision et de modification des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR);

La loi du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a instauré les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPR).

Son décret d'application n° 95-1089 du 5 octobre 1995 modifié a défini la procédure et le contenu de ce document : le P.P.R. est prescrit et approuvé par le préfet ; il fait l'objet d'une consultation des communes et services intéressés par le projet ainsi que d'une enquête publique.

Il comporte :

- Un rapport de présentation qui indique le secteur géographique concerné, la nature des phénomènes pris en compte, et leurs conséquences possibles compte tenu de l'état des connaissances,
- Un règlement qui définit les mesures d'interdiction et les prescriptions applicables dans chacune des zones ainsi que les mesures de prévention, protection et de sauvegarde mentionnées au 3° de l'article 40-1 de la loi du 22 juillet 1987,
- Un plan de zonage qui délimite les zones mentionnées aux 1 et 2 de l'article 40-1 de la loi du 22 juillet 1987.

La loi du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers a étendu le régime des PPR au risque minier.

Le décret n° 2000547 du 16 juin 2000 pris pour l'application de la loi précédente a calqué la procédure des PPR miniers sur celle des PPR naturels. Elle est identique pour l'élaboration du document ou sa révision.

2. Les particularités des PPRM

Le décret du 16 juin 2000 prévoit des spécificités portant sur :

- Le champ d'application : les risques pris en compte sont notamment les affaissements, effondrements, fontis, inondations, émanations de gaz dangereux, pollution des sols ou des eaux, émissions de rayonnements ionisants. **Dans le présent PPRM, l'état de la connaissance ne permet de prendre en compte que l'aléa de mouvements de terrains dus aux mines.**
- La procédure : les chambres de commerce et des métiers sont le cas échéant consultées.
- Le contenu : le règlement rappelle les mesures de prévention et de surveillance édictées au titre de la police des mines.

3. La procédure d'élaboration, d'approbation et de révision des PPRM

La procédure d'élaboration du PPR minier est définie par les décrets n° 95-1089 du 5/10/95, n°2000-547 du 16 juin 2000 et n° 2005-4 du 4 janvier 2005 et est codifiée aux articles R562-1 à R562-10 du code de l'environnement.

Le PPR est prescrit par arrêté préfectoral, et dans le cas d'une élaboration ou d'une révision, soumis à une consultation obligatoire des communes concernées, de la chambre départementale d'agriculture et du centre régional de la propriété forestière, de la chambre des métiers et de la chambre du commerce et de l'industrie. Pour ces deux cas, le PPR fait également l'objet d'une enquête publique dont les modalités ont défini aux articles L123-1 et suivants du code de l'environnement.

Dans le cas d'une modification, la concertation avec les habitants et autres personnes intéressées sera organisée pendant toute la durée de la modification du PPR selon les modalités suivantes :

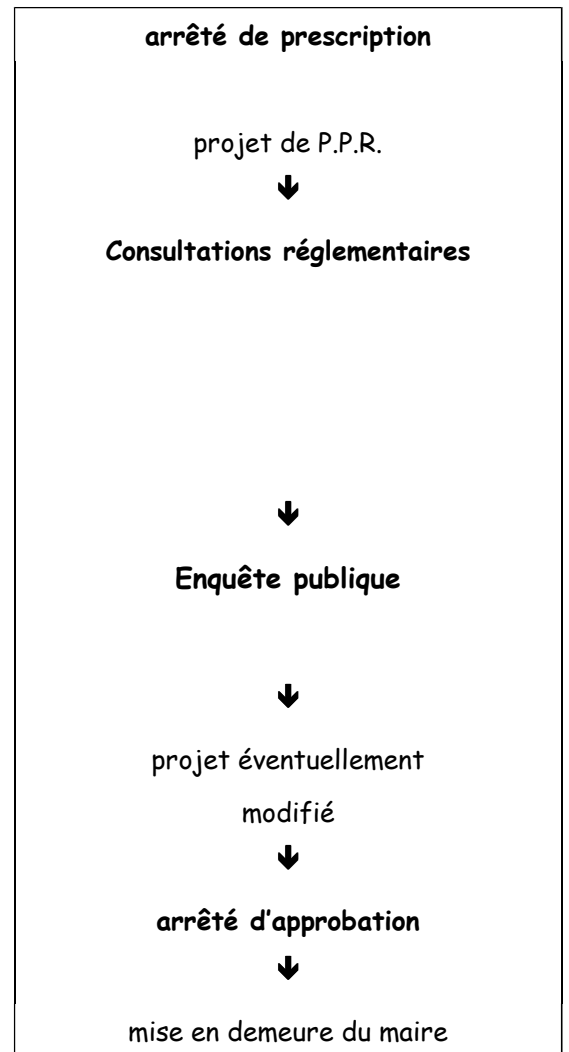
- Les documents d'élaboration du projet de modification seront tenus à la disposition du public en mairie durant au moins 15 jours avant l'approbation du document par le Préfet.
- Les observations du public seront recueillies sur un registre prévu à cet effet en mairie pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.
- L'association de la collectivité concernée se déroulera sous la forme de réunion de travail réunissant le service instructeur DDT et les représentants de la collectivité concernée.

A son approbation par le préfet, le P.P.R. devient une servitude d'utilité publique qu'il convient d'annexer au PLU conformément à l'article L126-1 du code de l'Urbanisme.

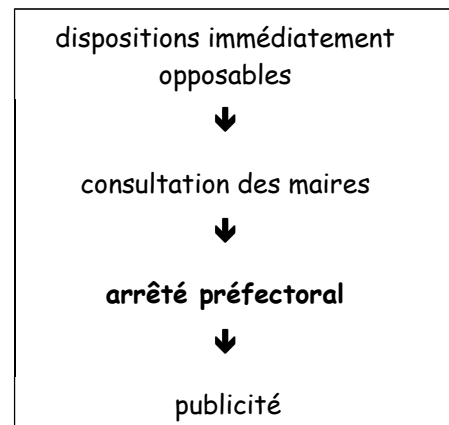
Les plans de prévention des risques miniers peuvent être révisés en fonction par exemple de l'évolution de la connaissance, selon une procédure identique à son élaboration.

Le schéma ci-dessous résume la procédure :

- notification et publicité + 2 journaux* ←
- Consultation des Services de l'État sur le projet (DRIRE, DIREN, DDAF, DDASS)* ←
- *Commune (2 mois) et EPCI ayant la compétence "documents d'urbanisme"*
- *Chambres consulaires (agriculture, commerce et industrie, métiers : 2 mois)* ←
- *Centre Régional de la Propriété Forestière (2 mois)*
- *Enquête Publique (1 mois, enquête "Bouchardeau") avec consultation spécifique du maire* ←
- S.U.P. annexée au P.L.U* ←



si urgence



réponse sous délai de 1 mois maximum

4. Validité du PPR

Le P.P.R. vaut servitude d'utilité publique opposable à toute personne publique ou privée. A ce titre, il doit être annexé au Plan d'Occupation des Sols (POS) ou Plan Local d'Urbanisme (PLU) suivant les cas, conformément à l'article R.126-1 du Code de l'urbanisme. Le maire est responsable de la prise en considération du risque minier via le P.P.R.M., notamment lors de l'élaboration ou de la révision du PLU.

5. L'information du citoyen

Les citoyens des communes couvertes par le présent PPRM sont informés de l'élaboration du PPRM tout au long de la procédure et après celle-ci :

- L'arrêté de prescription est notifié aux maires et publié au recueil des actes administratifs du département et dans la presse.
- Le PPRM fait l'objet d'une délibération du conseil municipal (DCM) soumise aux mêmes obligations de publicité que n'importe quelle autre DCM.
- Le PPRM fait l'objet d'une enquête publique avec toutes les mesures de publicité nécessaires: affichage de l'arrêté préfectoral, double publication dans 2 journaux.
- Le PPRM est approuvé par arrêté préfectoral, qui fait l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs du département dans la presse, et est affiché 1 mois en mairie.
- Une information est organisée par les maires au moins tous les 2 ans dès lors qu'un PPR est prescrit ou approuvé (article L125-2 du code de l'environnement).

6. L'élaboration du PPRM

La réalisation d'un P.P.R. nécessite :

- Une connaissance de l'aléa et des conséquences de sa réalisation sur la sécurité des personnes et des biens
- Une doctrine de constructibilité définissant les modalités de prise en compte de l'aléa en matière d'urbanisme et d'aménagement : documents d'urbanisme (PLU, SCOT) autorisations d'occuper le sol

Les chapitres 1 et 2 du présent rapport s'attacheront à définir l'évolution de la connaissance de l'aléa minier sur le bassin ferrifère ainsi que la politique de constructibilité mise en place.

Le chapitre 3 présentera le territoire couvert par le présent PPR.

Le chapitre 4 fait le point sur l'état des procédures.

7. Le présent PPRM

Le présent PPRM couvre le territoire des communes de Auboue, Briey, Homecourt, Joeuf, Moineville, Moutiers et Valleroy.

Il a été prescrit par arrêté préfectoral du 31 juillet 2003, paru au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle (n°26 du 03 septembre 2003)

qui indique que les risques pris en compte sont principalement les affaissements progressifs, les effondrements brutaux et les fontis, et désigne la DDE, en liaison avec la préfecture et la DREAL, comme service chargé d'élaborer le PPRM.

CHAPITRE 1 - LE RISQUE MINIER

1. Introduction - l'exploitation minière -

1.1. Historique

L'exploitation du fer en Lorraine a débuté au 19^e siècle puis s'est intensifiée à la fin du 19^e et pendant le 20^e pour s'achever en 1997.

De la deuxième moitié du 19^e siècle jusqu'en 1997, les mines de fer de Lorraine ont exploité la couche ferrifère entre les vallées de la Meuse et de la Moselle. L'exploitation par traçage et dépilage a conduit au foudroyage des galeries abandonnées et à la fissuration des terrains au-dessus des zones exploitées. Près de 40 000 km de galerie ont été creusés créant un vide résiduel estimé à plus de 500 millions de m³. Ainsi, 3,1 milliards de tonnes de minerai de fer ont été ainsi extraites sur 1300 km².

Le mode d'exploitation par la méthode dite des chambres et piliers, la géométrie de ces chambres, la profondeur de l'exploitation, la nature du sol, le vieillissement des piliers résiduels, la qualité des foudroyages, la situation vis à vis de l'ennoyage constituent les paramètres essentiels permettant d'apprécier l'évolution des anciens travaux miniers. Le risque est principalement évalué sur la base de ces éléments, de l'intensité du mouvement de terrain éventuel et de l'enjeu de surface potentiellement affecté.

Le pronostic ou le calcul de la probabilité d'une ruine des édifices miniers constitue néanmoins une démarche délicate. Il n'est pas possible en pratique de chiffrer la probabilité d'un phénomène non reproductible comme un affaissement minier. Il a été possible en revanche d'ordonner les zones où l'apparition d'un sinistre est le plus susceptible d'avoir lieu (hiérarchisation).

1.2. Historique des affaissements

Ces évaluations se basent en outre sur les informations disponibles sur les sinistres historiques à savoir Jarny (1932-49), Auboué (1972), Crusnes (1977), Ville au Montois (1982), Auboué (1996), Moutiers (1997) et Roncourt (1998-99) pour les affaissements progressifs, ainsi que AudunleTiche (1902), Escherange (1919), Sainte-Marie (1932), Moutiers (1940), Roncourt (1954-59), Rochonvillers (1973-74) pour les effondrements brutaux et Thil (1946-57) et MoyeuveGrande (1998) pour les fontis.

1.3. L'ennoyage

Durant l'exploitation, les eaux du réservoir aquifère des calcaires du Dogger ont été mises en communication avec la couche exploitée. Cette eau a été pompée (exhaure) et utilisée à des fins d'alimentation en eau potable ou industrielle ou a été rejetée en surface dans les cours d'eau. Une fraction de l'ordre de 15% était utilisée pour l'alimentation à moindre coût des collectivités et des industries. La majeure partie était rejetée dans les cours d'eau dont les débits de base étaient ainsi artificiellement soutenus.

L'arrêt des exploitations et surtout l'arrêt des pompages d'exhaure entraînent à l'inverse l'envoyage progressif du réseau de galeries et de la base des calcaires aquifères du Dogger et modifient la distribution des eaux en surface.

Les bassins sud et centre ont été envoyés de 1994 à 1999

Sur le bassin Nord, l'envoyage a été engagé le 1^{er} décembre 2005. Il fait l'objet d'un suivi particulier et devrait s'achever à la cote 207 NGF, au début de l'année 2008.

L'exploitant a été tenu, par arrêté préfectoral du 29 octobre 1998, de mettre en place une surveillance microsismique des zones à risque d'affaissement progressif, ainsi qu'un réseau de piézomètres assurant sur l'ensemble du bassin le contrôle régulier des niveaux et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau.

Le CSTB a procédé, pour chaque commune du périmètre d'envoyage concernée par des aléas d'affaissement progressif, à une étude visant à recenser et classier le bâti existant, à définir en fonction des caractéristiques de ces bâtiments leur comportement en cas de réalisation de l'aléa, ainsi que leur niveau d'endommagement.

2. La connaissance de l'aléa

Les risques liés à l'après-mines comprennent les mouvements de terrains en surface, les modifications et pollutions des nappes, les émanations de gaz toxiques (radon et autres), les pollutions des sols, etc. **Le seul aspect pris en compte dans le présent PPRM est l'aléa de mouvements de terrain en surface.**

Au fur et à mesure de l'arrêt des exploitations minières, les cartes des zones d'affaissement potentiel différé (Z.A.P.D.) ont été publiées entre 1988 et 1998.

Ces cartes identifiaient la localisation en surface des effets d'une éventuelle rupture des vides résiduels significatifs au fond. La cartographie ne portait que sur des zones où la connaissance de l'aléa, à cette époque, permettait de penser qu'il était particulièrement important. Le reste des zones influencées par l'exploitation minière (ZIPEM = ensemble des zones exploitées et/ou tracées) était considéré comme sans risque connu et cartographié en bleu (zones bleues).

Ont ensuite été produites les cartes hiérarchisant des zones de surveillance. Celles-ci ont fait l'objet d'une analyse complémentaire dite de modélisation, dont les résultats ont été présentés en 2002 (bassin nord) et 2003 (bassins centre et sud).

Ces études de modélisation ont permis de définir :

- La typologie des effets en surface : 4 types d'aléas ont été identifiés : fontis, effondrement, affaissement, éboulement de front de mines à ciel ouvert;
- Le classement des zones présentant une vulnérabilité de surface (bâti ou infrastructure) afin de définir la surveillance à mettre en place (zones dites hiérarchisées).
- Les paramètres des effets en surface pour les affaissements progressifs : pourcentage de pente, déformation maximale en compression ou traction, amplitude de l'affaissement au centre de la cuvette.

A partir de 2003, l'analyse précise de l'aléa a été étendue aux autres zones influencées par l'exploitation minière (ZIPEM) et non encore expertisées dites "zones bleues", en commençant par les 25 communes (13 en Meurthe & Moselle et 12 en Moselle) sur lesquelles avaient été prescrits des PPRM.

Ces études ont montré que l'innocuité supposée des zones bleues n'était pas une certitude, et mis en évidence l'existence d'un aléa faible de type nouveau qualifié de "mouvements résiduels".

Depuis mars 2005, les services de l'État disposent, pour les communes pour lesquelles un PPRM a été prescrit, d'une carte de tous les aléas avec notamment l'expertise des zones d'effondrement brutal non écarté sous enjeux. Le résultat de ces études traduit l'état actuel des connaissances.

En outre, depuis 2004, les zones bâties à risque de fontis font l'objet d'investigations plus fines intégrant d'autres données que la seule profondeur des galeries (importance en volume des travaux miniers, état de ces travaux, nature des couches de recouvrement).

Une méthodologie de gradation de l'aléa de fontis proposée par Geoderis a été validée en conseil scientifique le 12 septembre 2006, permettant de caractériser l'aléa à la fois par l'intensité et par la prédisposition du phénomène.

Une révision générale des cartes d'aléas a été entreprise depuis 2009 et a conduit à la production de nouvelles cartes d'aléas miniers (Auboué le 24 novembre 2011, Briey le 24 novembre 2011, Homécourt le 24 novembre 2011, Joeuf le 17 février 2012, Moineville le 08 mars 2012, Moutiers le 17 février 2012 et Valleroy le 05 décembre 2011).

Le croisement de l'aléa et des enjeux en surface permet de définir un risque faible, moyen et fort auxquels sont associées des mesures de surveillance adaptées :

- risque de fontis faible : pas de surveillance ;
- risque de fontis moyen : surveillance lorsque celle-ci est possible ;
- risque de fontis fort : surveillance obligatoire (en cas d'impossibilité il est alors fait application des dispositions de l'article L 174-6 du code minier).

3. Les différents types d'aléa minier : caractéristiques et critères de définition

La ruine des édifices souterrains dans les mines de fer de Lorraine est de nature à provoquer en surface des effets de différents types :

3.1. Le fontis

Description

L'effet du fontis est l'apparition soudaine en surface d'un entonnoir de quelques mètres de rayon et quelques mètres de profondeur au maximum.

Les dimensions du fontis dépendent de l'importance du vide et de la nature des terrains qui le séparent de la surface.

Ce phénomène a affecté en 1998 et 2002 la commune de Moyeuville (cité Curel).

Le fontis fait suite à une dégradation progressive de la voûte d'une galerie qui remonte généralement de manière très lente dans le recouvrement, mais se manifeste ensuite de manière brutale dès qu'il atteint la surface.

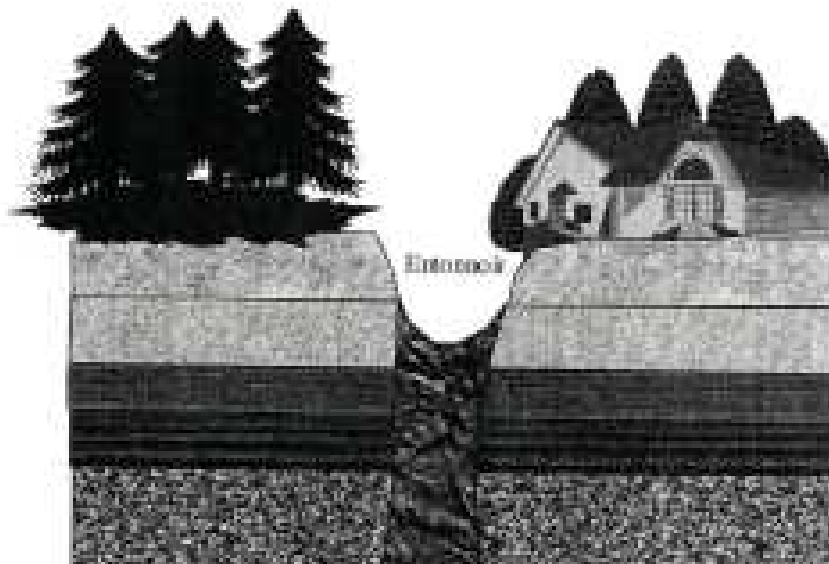
Le fontis ne se produira pas si la galerie est suffisamment profonde car le foisonnement des blocs du toit vient combler le vide avant qu'il n'atteigne la surface. Le risque de fontis peut également être écarté si un banc épais et résistant arrête la dégradation progressive.

Une caractérisation plus fine de l'aléa fontis nécessite une expertise, zone par zone, prenant en compte des données précises sur la géométrie des vides (position, longueur, hauteur) et sur la nature du recouvrement.

Critères de définition

Cet aléa regroupe :

- Les fontis sur galeries, chambres et piliers : les zones dans lesquelles des travaux miniers ont été détectés à moins de 50 m de la surface ont été classées dans cette catégorie. Pour préciser le niveau d'aléa de type fontis, des données précises sur la géométrie des vides miniers (position, largeur, hauteur) et sur la nature du recouvrement sont nécessaires et nécessitent une caractérisation du site. Ces études sont et seront réalisées dans les années à venir et conduiront à une redéfinition des zones d'aléas correspondantes selon la méthodologie de gradation.
- Les fontis sur dépilages anciens: des phénomènes analogues peuvent se produire sur des exploitations anciennes par dépilage où le foudroyage complet du toit n'a pas été réalisé lors de l'exploitation. Certains vides résiduels peuvent en effet subsister dans des zones ayant fait l'objet de dépilage, à faible profondeur et dans des conditions mal maîtrisées. Par précaution, en l'absence d'autres informations, les dépilages à moins de 50 m et antérieurs à 1945 sont considérés comme des travaux où l'aléa fontis ne peut pas être exclu.
- Les fontis sur puits: un puits mal remblayé peut se vider (débouillage) et la tête de puits se rompre en surface provoquant un phénomène de type fontis.



3.2. L'affaissement progressif

Description

Il se traduit par la formation en surface d'une cuvette de quelques dizaines à quelques centaines de mètres de diamètre.

Au centre de la cuvette, les terrains descendent verticalement. Sur les bords, les terrains se mettent en pente avec un étirement sur les bords extérieurs (ouverture de fractures) et un raccourcissement sur les bords intérieurs (apparition de bourrelets).

Ce phénomène a été constaté entre 1996 et 1999 sur les communes d'Auboué, Moutiers en Meurthe et Moselle, et Roncourt en Moselle.

L'affaissement de surface est analogue à celui qui est volontairement produit par un défilage intégral. Il fait suite à la ruine de travaux miniers souterrains suffisamment étendus pour que les effets remontent jusqu'en surface.

Les bords de la cuvette d'affaissement débordent la verticale des travaux effondrés au fond (cf. schéma).

L'angle d'influence varie entre 10 et 35 ° selon l'environnement de la zone au fond. Plus les travaux sont profonds, plus la cuvette d'affaissement est étalée.

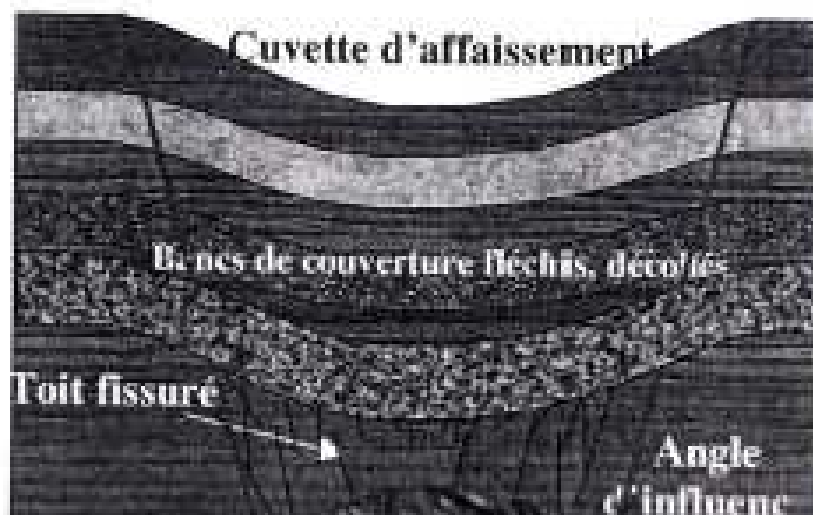
L'affaissement de la surface se produit généralement progressivement en quelques jours ou en quelques mois selon une dynamique propre au contexte minier et géologique.

Les bâtiments en surface sont sensibles à la mise en pente des terrains ainsi qu'aux effets d'extension dans la zone d'étirement et de compression dans la zone de raccourcissement.

Les effets sont d'autant plus élevés que l'amplitude de l'affaissement au centre de la cuvette est grande et que la profondeur des travaux miniers est faible.

Critères de définition

L'aléa affaissement correspond aux zones de chambres et piliers pour lesquelles la contrainte dans certains piliers est suffisamment forte ($\geq 7,5$ Mpa) où l'intercalaire entre deux couches exploitées est peu épais (< 7 m) et où le risque d'effondrement a pu être écarté.



Aléas retenus

Pour chaque zone d'affaissement, ont été modélisés les effets qu'un tel phénomène pourrait produire en surface (étude de modélisation). Ces paramètres accompagnent les cartes d'aléa :

- L'amplitude maximale de l'affaissement (en mètres) : Am
- La déformation maximale : Dm
- La pente maximale : Pm

Les quelques zones qui ont des effets indécélables ou très faibles en surface ne sont pas retenues en aléa affaissement :

- les zones d'affaissement inférieur à 10 cm et dont la déformation est inférieure à 1 mm/m ne sont pas considérées comme des zones d'aléa.
- les zones d'affaissement dont les pentes sont inférieures à 0.8% et dont la déformation est inférieure à 4 mm/m sont assimilées à des zones d'aléa « mouvements résiduels ».

3.3. L'effondrement brutal

Description

Dans certains cas, la ruine de l'édifice minier ne se fait pas progressivement, mais on observe l'effondrement en bloc de l'ensemble des terrains compris entre le fond et la surface.

L'effondrement de la surface se produit alors de manière dynamique, en quelques secondes.

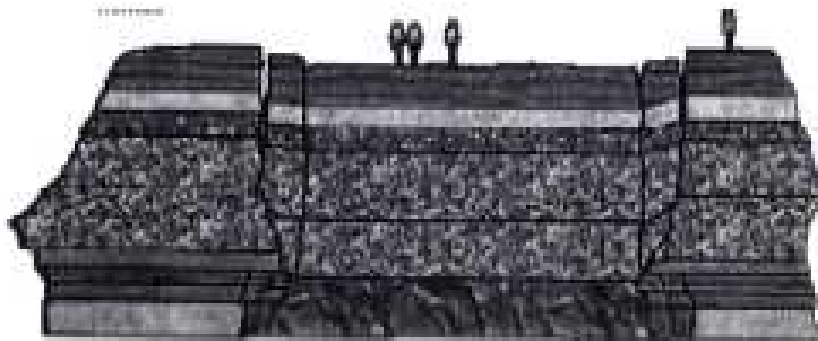
Une forte secousse sismique est ressentie.

Les bords de la zone affectée sont plus abrupts que dans le cas de la cuvette d'affaissement, des crevasses ouvertes y apparaissent.

Critères de définition

Pour qu'un effondrement brutal se produise, deux conditions doivent être remplies :

- Les travaux de fond doivent être très fragiles (fort taux de défrètement, piliers élancés) = critère géométrique.
- Un banc épais et résistant doit exister dans le recouvrement. La rupture de ce banc qui protégeait les piliers du poids des terrains déclenche le processus d'effondrement = critère géologique.



Aléas retenus

Dans le cas où l'application des deux critères (géométrique et géologique) ne permet pas d'écarter un effet d'effondrement brutal, même si l'affaissement progressif reste possible, il a été choisi par précaution l'aléa majorant : l'effondrement brutal.

Les cartes comportent ainsi :

- des zones où le risque d'effondrement brutal n'a pu être écarté.
- des zones où l'étude du critère géologique est en cours. -

3.4. Les mouvements résiduels

description

Cette catégorie regroupe divers aléas présentant des origines différentes au regard des phénomènes en sous-sol, mais une traduction commune sous la forme de mouvements de terrains d'incidences généralement très faibles, voire nulles sur les enjeux de surface.

En effet, il s'agit essentiellement d'un classement par défaut, qui avait été défini à l'origine afin de garder la mémoire de risques pouvant se concrétiser uniquement dans certaines conditions très particulières d'enjeux de surface, tels que des immeubles de grande hauteur.

Contrairement aux zones d'affaissements progressifs, il n'est pas possible de préciser pour chacune des zones concernées les paramètres de l'aléa (amplitude, pente, déformation).

Aussi, par convention, GEODERIS et la DRIRE retiennent sur ces zones un aléa au plus égal à celui d'un affaissement progressif avec un pourcentage de pente moyenne de 1%.

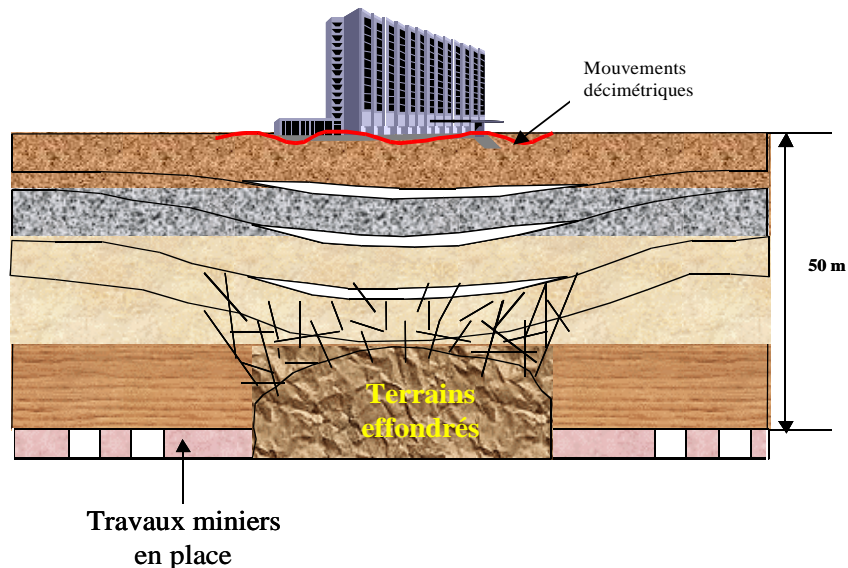
En effet, même s'il n'est pas possible de garantir absolument l'impossibilité d'un mouvement d'ampleur supérieure, l'aléa mouvement résiduel est plus faible que l'aléa affaissement progressif avec une telle pente moyenne.

La valeur de 1% couvre la plus grande part des cas et n'est susceptible d'être dépassée qu'avec une probabilité très faible.

Avec des constructions limitées à R+3, des prescriptions en terme de renforcement des constructions peuvent être définies afin de résister à ce niveau de pente.

Critères de définition

Les tassements sont susceptibles d'apparaître au droit de dépilages récents et peu profonds : ceux réalisés après 1945 à moins de 50m ; on peut les retrouver également sur les secteurs de dépilage ancien d'une profondeur supérieure à 50 m (cf page 13).



Aléas retenus

Mouvements résiduels sur dépilages récents.

Les mouvements résiduels concernent en premier lieu les zones dépilées récemment (après 1945) à moins de 50 m de profondeur où un simple effet de tassement est éventuellement attendu.

Mouvements résiduels sur dépilages anciens.

Lorsque les dépilages sont plus anciens, potentiellement moins bien foudroyés, mais plus profonds, les effets parvenant en surface vont être de même limités. Des phénomènes d'affaissement résiduel localisé sont exceptionnellement possibles au dessus de ces dépilages anciens. Par assimilation on inclut dans les zones de mouvements résiduels les dépilages antérieurs à 1945 à plus de 50 m de profondeur.

Mouvements résiduels sur chambres et piliers.

Les effets de type affaissement sur chambres et piliers mais de faible intensité (pente inférieure à 0.8%, déformation inférieure à 4 mm/m) sont également assimilés à des mouvements résiduels.

Aléas de fontis très faible.

Les aléas de fontis très faible (intensité limitée ou très limitée, soit un diamètre inférieur à 3 m et une profondeur inférieure à 50 cm) sont aussi assimilés à des mouvements résiduels.

3.5. les éboulements fronts de mines

Certains fronts d'arrêt des mines à ciel ouvert sont susceptibles de présenter des instabilités telles que chutes de blocs, glissements de terrains, éboulements analogues à ceux que présentent les pentes naturelles.

3.6. Conclusion

Le tableau ci-dessous résume la classification retenue :

Conditions d'exploitation minière	Classification en type d'aléa*
-chambres et piliers très défruités avec banc raide	Effondrement brutal non écarté ou en cours d'étude
- galerie ou chambres et piliers à moins de 50m -puits traitement non pérenne -dépilages anciens à moins de 50 m	Fontis - sur chambres et piliers - sur puits - sur dépilage
-chambres et piliers non stables/effets notables en surface -dépilages incomplets signalés sur les plans	Affaissement progressif
-dépilages récents à moins de 50 m -dépilages anciens à plus de 50 m -chambres et piliers avec effets limités en surface (déformation < 4 mm /m, pente <=0,8%) - fontis aléa très faible	Mouvements résiduels
-dépilages récents à plus de 50 m -chambres et piliers stables -puits à traitement pérenne	Sans aléa

* Les paramètres qui caractérisent les aléas (hauteur d'affaissement, déformation, pente) sont données dans le tableau qui accompagne chaque carte d'aléas publiées par Géodéris. Pour les informations relatives aux travaux du fond, il convient de se rapprocher de la commune ou de la DREAL Lorraine qui disposent des plans de travaux.

4. Les effets sur le bâti - la sécurité des personnes et des biens

4.1. Les effets sur le bâti

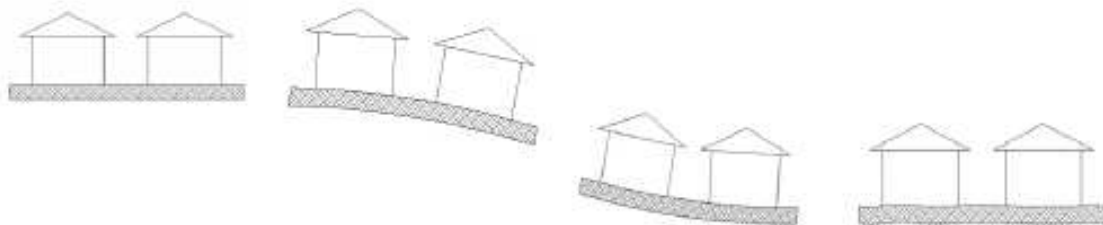
Dans les zones d'effondrement et de fontis, la ruine de l'édifice minier est susceptible de provoquer des dégâts soudains et irréversibles sur le bâti.

Dans ces zones, la sécurité des personnes peut être directement compromise. Des procédures d'expropriation, en application du code minier (article L 174-6), pourront être mises en œuvre.

Dans les zones d'affaissement progressif, les bâtiments sont soumis à un phénomène se déroulant en 3 phases :

- 1.- le sol s'incurve avec un centre de courbure vers le bas (formation convexe, dite en dôme) : la distance entre les constructions s'agrandit.
2. - le sol s'incurve avec un centre de courbure vers le haut (formation concave dite « en cuvette ») : la distance entre les constructions diminue.
3. - les contraintes du sol se compensent pour trouver leur équilibre et les constructions reviennent à une position proche de l'horizontale (sauf bords de cuvette)

Le schéma suivant représente le phénomène de compression/ extension lors d'un affaissement minier :



Une étude confiée en 2002 au Centre Scientifique et de Techniques du Bâtiment (C.S.T.B) a mis en évidence le fait que les dommages subis par un bâtiment soumis à un affaissement minier pouvaient être importants pour des valeurs de pente faible (inférieure à 0,8 %), mais que le renforcement du bâti permet d'améliorer notablement leur comportement.

Cette étude a été établie à partir :

- de la classification de différents niveaux d'impact (de 1 à 4) représentant les coûts de réparation en cas de dégâts sur le bâti allant de 2 à 15%
- de la définition de différents modes constructifs d'un surcoût à la construction allant jusqu' à 15%

4.1.1. Étude "ossature béton".

En 2003, a été confiée au C.S.T.B. une étude permettant d'analyser le comportement du bâti disposant de dispositions de renforcement et de définir ces dispositions.

La méthodologie a donc été la suivante :

- **définition de 5 classes de bâti**

Cette étude a été établie selon une typologie du bâti en cinq classes:

1. bâtiment à rez-de-chaussée à ossature béton avec façade ouverte,
2. bâtiment à rez-de-chaussée et un étage partiel, à ossature béton
3. bâtiment à rez-de-chaussée et un étage, à ossature béton,
4. bâtiment à rez-de-chaussée et trois étages, à ossature béton,
5. bâtiment à rez-de-chaussée à ossature métallique.

Cette typologie est détaillée en annexe 1 du règlement du P.P.R.M.

- **définition de 5 niveaux d'endommagement**

Niveau d'endommagement	Importance du dommage
N 1	très léger ou négligeable
N 2	léger
N 3	appréciable
N 4	sévère
N 5	très sévère.

En cas de survenance de l'aléa, pour les niveaux N1 à N3 une remise en état du bâtiment est envisageable sans diagnostic particulier. Pour le niveau N4 un diagnostic préalable de la structure est nécessaire et une reprise en sous-œuvre généralisée est souvent nécessaire. Pour le niveau N5 une remise en état n'est pas envisageable.

Au-delà du niveau N3, compte tenu des dégâts prévisibles sur le bâti, il y a lieu de considérer en outre que la sécurité des occupants des constructions en l'absence de dispositifs de surveillance adaptés peut être mise en jeu.

En conséquence c'est le niveau N3 qui a été retenu comme niveau d'endommagement maximal admissible.

Aussi, pour chaque type de bâti, l'étude CSTB a défini le niveau de pente maximal pour lequel des mesures de renforcement des constructions garantissent un niveau d'endommagement n'excédant pas un niveau N3.

Cette étude a donc permis d'analyser le comportement du bâti en cas de réalisation de l'aléa au regard des sollicitations auxquelles il peut être soumis : inclinaison d'ensemble, déformation horizontale et courbure du terrain.

Des mesures dites allégées applicables pour les bâtiments situés sur les secteurs où les paramètres de l'aléa sont le plus faible et représentant un surcoût moindre (6%) ont été

définis on parle alors de bâtiment « faiblement renforcé ». Il s'agit de règles relatives aux dimensions, ouvertures, à l'implantation des bâtiments et à la forme des bâtiments.... Ces règles sont définies en annexe 2 du présent PPR.

Dans les secteurs d'aléas plus forts d'autres règles et dispositions constructives (choix des matériaux, fondations, superstructure etc..) visant à améliorer le comportement du bâti en cas de réalisation de l'aléa ont été étudiées. Elles représentent un surcoût à la construction n'excédant pas 15 % on parle alors de bâtiment « fortement renforcé ». Ces règles sont également définies en annexe 2 du présent PPR.

4.1.2. Étude "ossature bois-acier"

Dans le courant de l'année 2005 le CSTB a mené une étude similaire dans sa méthodologie, portant sur les bâtiments à ossature bois et acier.

L'étude « vulnérabilité des modes constructifs alternatifs vis-à-vis des risques d'affaissements miniers » CSTB mai 2006 a analysé le comportement des constructions neuves renforcées, à ossature bois ou acier.

Elle a été établie selon une méthodologie similaire à l'étude précédente sur les bâtiments à ossature béton (définition de mesures de renforcement, niveaux d'endommagement limités au niveau N3 ...).

« Le choix des matériaux et celui des systèmes constructifs jouent un rôle déterminant dans la résistance des constructions aux effets de l'affaissement minier (mise en courbure, déformation horizontale du sol, et inclinaison du bâtiment).

L'aptitude des systèmes à se déformer plastiquement lors des efforts élevés (...) constitue une solution préférable à certains procédés constructifs traditionnels plus fragiles ».

L'étude a porté sur les bâtiments de type 3 et 4 ; les dispositions constructives correspondent à un renforcement dont le surcoût est limité à 10%.

Les résultats de cette étude ont mis en évidence les avantages que présentent ces structures: (emprise de bâtiment plus importante qu'un bâtiment ossature béton, possibilité de décrochements horizontaux limités, implantation possible sur des secteurs d'aléa à pente plus élevée). Les éléments issus de cette étude ont permis de compléter le règlement du P.P.R.M. sur ce point.

4.1.3. Étude sur la définition de prescriptions spécifiques aux zones de mouvements résiduels

La quantification par la DRIRE et GEODERIS de l'aléa dans les zones de mouvements résiduels (ZMR) ont permis, nonobstant son caractère hétérogène, de l'assimiler globalement à celui d'un affaissement progressif avec une pente inférieure à 1%. Dès lors, il devenait possible d'étudier plus précisément la constructibilité dans les ZMR.

Dans le dernier trimestre de l'année 2006 et le début de l'année 2007, le CSTB a mené une étude, portant sur la vulnérabilité des bâtiments dans les zones de mouvements résiduels.

Il en ressort principalement, tous matériaux confondus, que les prescriptions (bâtiments « faiblement renforcées » étude CSTB 2003) doivent être respectées à l'exception de :

- l'obligation de réaliser une tranchée périphérique remplie d'éléments compressibles qui disparaît,

-et les dimensions maximales autorisées sont un peu plus grandes pour les types 3, 4 et 5.

En outre, les décrochements horizontaux limités (étude CSTB Bois acier 2005) sont étendues à tous les types de bâtiments en zone de mouvements résiduels.

4.1.4. Études particulières pour les bâtiments hors typologie

Le règlement du PPRM est établi sur la base d'une typologie de bâtiments définie par les différentes études du CSTB et reprise en annexe 1 du PPRM.

Des constructions ne respectant pas cette typologie (volumes, dimensions, ouvertures, ...) peuvent néanmoins être autorisées à condition que le projet fasse l'objet d'une étude réalisée par un bureau d'études selon un cahier des charges imposé et contrôlée par un organisme agréé. Cette étude devra justifier que, compte tenu des dispositions prises lors de la conception et de la réalisation du projet, le niveau d'endommagement du bâtiment, en cas de réalisation de l'aléa, n'excédera pas le niveau N3 tel que défini à l'article 4-1-1 du présent rapport. Un cahier des charges à usage des bureaux d'études est annexé au règlement (annexe 3). Conformément au code de l'urbanisme, seule sera exigée dans le dossier de permis de construire une attestation signée de l'auteur de l'étude, qui doit être un ingénieur compétent en calcul de structures, selon laquelle l'étude a bien été réalisée selon le cahier des charges et a bien abouti au résultat recherché, soit un endommagement au plus égal à N3.

CHAPITRE 2 - LA DOCTRINE DE CONSTRUCTIBILITE

Le P.P.R.M. constitue la traduction réglementaire de la cartographie de l'aléa : son élaboration nécessite donc outre la connaissance de l'aléa la définition d'une politique de constructibilité.

En l'absence de référence réglementaire ou doctrinale, c'est la directive territoriale d'aménagement (D.T.A.) des bassins miniers Nord-Lorrains approuvée le 2 août 2005 qui a déterminé la politique de constructibilité sur le bassin ferrifère et défini les principes qui ont conduit au zonage et au règlement du présent P.P.R.M.

1. La directive territoriale d'aménagement (D.T.A.)

Le nombre de communes touchées, l'importance non seulement des zones influencées par l'exploitation minière, mais aussi des secteurs urbains ou urbanisables touchés par les différents aléas ont milité en faveur de la définition d'une politique globale de constructibilité à l'échelle du bassin.

Le dispositif mis en place par la D.T.A., adapté aux risques miniers tout en reposant sur les grandes orientations de la politique de l'État de prévention des risques, repose sur un principe d'équilibre entre :

- les besoins de la vie locale,
- la nécessaire prise en compte des risques dans les choix d'aménagement.

La politique de constructibilité définie par la D.T.A. repose sur les principes suivants :

- Assurer la sécurité des personnes : les zones de fontis ou effondrement brutal potentiel sont totalement inconstructibles à l'exception de l'entretien courant du bâti existant.
- Assurer les mutations du tissu bâti existant dans les zones n'affectant pas directement la sécurité des personnes.
- Réorienter le développement en priorité vers les secteurs non contraints ; cette politique trouve ses limites dans les secteurs particulièrement contraints ; la D.T.A. a introduit la notion de "communes très contraintes" : il s'agit des communes dont plus de 50% des zones Urbaines (ou de la partie actuellement urbanisée -PAU- au sens du règlement national d'urbanisme) sont touchées par les risques miniers et/ou rendus inconstructibles par des risques naturels (mouvements de terrains, inondations...) et technologiques. Dans ces communes des possibilités de construction dans les secteurs urbanisés ne mettant pas en jeu la sécurité des personnes sont reconnues.

Aléas miniers et zones urbanisées								
COMMUNES	total aleas en zone U	Zones U ou PAU	Carto 2011-2012 affais. progressif effond. fontis puits		Carto 2011-2012 mouvements résiduels		Aléas inondations en zone U	
	en %	en ha	en ha	en %	en ha	en %	en ha	en %
Auboué	40,9	104,3	31,55	30,3	3,19	2,9	8	7,7
Briey	27	360,4	7,6	2,1	78,7	21,8	11,1	3,1
Homécourt	66,6	222,1	111,8	50,3	33,6	15,1	2,5	1,2
Joeuf	82,3	202,7	1366,7	82,2	0	0	0,2	0,1
Moineville	26,5	105,2	25,6	24,3	0	0	2,3	2,2
Moutiers	51,4	77,5	33,85	43,68	0	0	6	6,2
Valleroy	5,6	138	3,31	2,4	0	0	3,65	2,93

2. Les zones réglementaires des PPRM

En dehors des zones non concernées par l'aléa, les zones définies par le PPRM sont de 2 sortes:

■ R : zone "rouge" inconstructible où tout est interdit sauf certains travaux

On peut y trouver d'une part des zones d'aléas pouvant mettre en cause la sécurité des personnes (zones R1) et d'autre part des zones d'aléas sans risque direct pour les personnes mais avec risque pour les biens (zones R2 et R3).

Les travaux autorisés diffèrent selon la nature des aléas :

	R1 zone à risque direct et immédiat pour les personnes :	R2 zone sans risque direct pour les personnes mais avec risque pour les biens :	R3 zone de fontis expertisés sans risque direct pour les personnes mais avec risque pour les biens :
Bâtiments existants	Maintien en l'état	Maintien en l'état + mutations + mises aux normes	Maintien en l'état + mutations + mises aux normes
Constructions nouvelles	NON	NON sauf...	NON

■ O et J: zones "orange" et "jaune" à risque constructibles sous conditions

Il s'agit de zones d'aléas sans risques directs et immédiats pour les personnes mais avec risques de dommages aux biens **dans les communes très contraintes** au sens de la Directive Territoriale d'Aménagement (DTA) pour les zones O et J mais aussi dans les communes significativement concernées par les aléas pour la zone J. Certaines constructions sont admises avec des prescriptions techniques ayant pour objet de minimiser les dégâts et le coût des réparations en cas d'affaissement.

En fonction des aléas, les types de constructions admis et les prescriptions techniques diffèrent.

	O: affaissements progressifs, pentes faibles et moyennes en communes très contraintes	J: aléas mouvements résiduels en communes très contraintes ou significativement affectées
Bâtiments existants	Maintien en l'état + mutations	Toutes extensions et modifications admises avec prescriptions légères
Constructions nouvelles	Certains types de constructions admis avec prescriptions renforcées	Constructions admises avec prescriptions légères

La zone O se subdivise en sous-zones qui peuvent, suivant l'étude de constructibilité réalisée par le CSTB, accueillir tels ou tels **types de bâtiments**, au sens de l'annexe 1 du règlement (cf. tableaux pages suivantes). L'affaissement progressif se traduit par la formation d'une cuvette. En surface, les terrains se mettent en pente. La pente, calculée par Geoderis est indiquée dans le tableau suivant et correspond à l'inclinaison maximale prévisible, du terrain au cours du phénomène d'affaissement occasionnant des endommagements sur le bâti.

La zone J, affectée par l'aléa de mouvements résiduels, a fait l'objet d'une étude spécifique réalisée par le CSTB pour le compte de l'Etat (direction régionale de

l'Equipement). Les principales différences avec les zones O les moins sévèrement concernées (zones O1 par exemple) sont :

- Les dimensions des bâtiments des familles 3 ou 4 autorisés sont un peu plus importantes (se reporter à l'annexe 1, « 1.2. Typologie pour zones de mouvements résiduels »);
- Des décrochements horizontaux peuvent être autorisés, y compris pour les constructions à ossature béton ;
- La réalisation d'une tranchée emplie d'éléments compressibles autour des fondations n'est plus prescrite.

Bâtiments-types autorisés dans les diverses zones Ox et prescriptions applicables

Pentes sous-zones O	< 2 % O1	de 2 à 3 % O2	de 3 à 4 % O3	de 4 à 5 % O4	de 5 à 6 % O5	de 6 à 7 % O6	de 7 à 11 % O7	de 11 à 14% O8	de 14 à 23 % O9
TYPE 1: Bâtiment RdC, une façade ouverte Dimensions maxi: 32 m ² , hauteur maxi 3 m	Pas de prescriptions								
TYPE 2 : Bâtiment à rez-de-chaussée et un étage partiel, à ossature en béton Dimensions maxi : 240 m ² , hauteur 7 m	prescriptions faibles (*)		prescriptions fortement renforcées (**)			Constructions interdites			
TYPE 3 : Bâtiment à rez-de-chaussée et un étage, à ossature en béton Dimensions maxi : 126 m ² , longueur 14 m, hauteur 6 m	prescriptions faibles (*)			prescriptions fortement renforcées (**)			Constructions interdites		
TYPE 3bis: Bâtiment à rez-de-chaussée et un étage, à ossature en bois ou acier, dimensions réduites Dimensions maxi : 126 m ² , longueur 14 m, hauteur 6 m	prescriptions " bois-acier" (***)							Constructions interdites	
TYPE 3MI: Bâtiment à rez-de-chaussée et un étage, à ossature en bois ou acier Dim. maxi pour 3MI1 à 3: 170 m ² , longueur 17 m, hauteur 6 m Dim. maxi pour 3MI4: 209 m ² , longueur 19 m, hauteur 6 m	prescriptions " bois-acier" (***)						Constructions interdites		
TYPE 4 : Bâtiment à rez-de-chaussée et trois étages, à ossature en béton Dimensions maxi : 375 m ² , longueur 25 m, hauteur 12 m	prescriptions faibles (*)		prescriptions fortement renforcées (**)			Constructions interdites			
TYPE 4 bis: Bâtiment à rez-de-chaussée et deux étages, à ossature en bois ou acier Dimensions maxi : 375 m ² , longueur 25 m, hauteur 9 m	prescriptions " bois-acier" (***)					Constructions interdites			
TYPE 4 C : Bâtiment à rez-de-chaussée et deux étages, à ossature en bois ou acier Dim. maxi pour 4 C 1 à 3: 510 m ² , longueur 30 m, hauteur 9 m Dim. maxi pour 4 C 4: 665 m ² , longueur 35 m, hauteur 9 m	prescriptions " bois-acier" (***)					Constructions interdites			
TYPE 5 : Bâtiment à rez-de-chaussée, à ossature métallique Dimensions maxi : 540 m ² , longueur 30 m, hauteur 5 m 270 m ² , longueur 18 m, hauteur 10 m	prescriptions faibles (*)		prescriptions fortement renforcées (**)		Uniquement pour entrepôts et bâtiments d'activité				

(*) **Prescriptions faibles**: ensemble des prescriptions techniques figurant au règlement et à l'annexe 2 (chapitre A sauf la partie de l'article A.c qui concerne les mouvements résiduels, et chapitre B sauf les articles B.c.2 , B.c.3 et B.d.1, B.d.2 et B.d.3)

(**) **Prescriptions fortement renforcées**: toutes les prescriptions faibles, plus celles des articles B.c.3 et B.d.1 et B.d.2 de l'annexe 2

(***) **Prescriptions « bois-acier »** : Toutes les prescriptions faibles, plus celles des articles B.c.2 et B.d.3 de l'annexe 2

Le tableau ci-dessus distingue plusieurs types de prescription :

Prescriptions faibles :

Les prescriptions faibles (*) concernent le renforcement des fondations du bâtiment, (les fondations sont reliées entre elles sur un même niveau, à moins de 80 cm de profondeur, indépendantes d'ouvrages secondaires et entourées par une tranchée d'éléments très compressibles...), les formes et dimensions des bâtiments, le choix des matériaux, des éléments non structuraux (par exemple : la limitation de la taille des ouvertures). Les canalisations doivent être raccordées aux bâtiments par un dispositif souple. Ces prescriptions s'appliquent à tous les types de bâtiments autorisés dans les zones réglementées par le PPRM, à l'exception de ceux qui en sont explicitement exemptés par le PPRM, et notamment les constructions de type 1.

Prescriptions fortement renforcées :

Les prescriptions fortement renforcées (**) comprennent les prescriptions faibles auxquelles s'ajoutent un renforcement accru des fondations (elles doivent être étroitement maillées, les soubassements doivent être rigidifiés...) et un renforcement de la superstructure (toutes les ouvertures doivent être encadrées par des chaînages...). Elles s'appliquent aux bâtiments des types 2, 3, 4 et 5.

Prescriptions "bois-acier":

Les prescriptions "bois-acier" (***) comprennent les prescriptions faibles auxquelles s'ajoutent un renforcement accru des fondations et des dispositions particulières concernant le contreventement des superstructures. Elles s'appliquent aux bâtiments des types 3 bis, 3 MI et 4 C.

Enfin, il est rappelé que les dispositions du PPRM s'appliquent à des constructions qui respectent intégralement les règles de l'art que sont notamment les documents techniques unifiés (DTU) et sans préjudice de mesures constructibles liés à d'autres aléas. **Ces prescriptions**, extraites d'une "étude des conditions de constructibilité dans le bassin sidérurgique et ferrifère nord-lorrain" réalisée par le CSTB pour le compte de la DRE Lorraine, **représentent l'état de la connaissance** en ce domaine, et **sont à considérer comme un complément des DTU**, et donc à respecter avec rigueur par les constructeurs, les maîtres d'œuvre et les entreprises.

■ B : zone blanche sans risque où tous les types de constructions sont admis

Cette dernière zone comprend les zones influencées par l'exploitation minière (ZIPEM) où l'aléa est considéré nul après expertise, et les zones non influencées par l'exploitation minière (NIPEM) ; **elle ne figurera pas en tant que telle sur la cartographie du PPRM.**

La nature et les conditions d'exécution des mesures de prévention prises pour l'application du règlement sont définies et mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre concernés par les constructions, travaux et installations visés. Le maître d'ouvrage a également obligation d'entretien des mesures exécutées.

3. De l'aléa au zonage réglementaire

3.1. Généralités

Les critères de définition du zonage prennent en compte :

- La nature de l'aléa : les zones d'aléa de type fontis, effondrement, de nature à présenter un risque pour la sécurité des personnes sont en toute hypothèse inconstructibles. Suivant les autres critères, les zones d'aléa progressif (affaissement ou mouvements résiduels) peuvent être rendues constructibles.
- Le niveau de contraintes des communes : dans les communes considérées comme fortement contraintes au sens de la directive territoriale d'aménagement, des constructions assorties de dispositions constructives sont autorisées dans les secteurs déjà urbanisés et ne mettant pas en jeu la sécurité des personnes ou celle des occupants des bâtiments.
- Le caractère urbain ou naturel du secteur considéré. En effet, un des fondements de la politique de prévention des risques est d'éviter d'installer de nouveaux enjeux en zone naturelle d'aléa, quelle que soit la qualification de celui-ci, pour ne pas créer de nouveau risque. Cependant, pour les communes fortement contraintes ou significativement concernées par les PPRM, on admettra des extensions d'urbanisation dans les secteurs concernés par l'aléa de mouvements résiduels.

3.2. Mise en œuvre des critères

L'application des principes précédents est résumé dans le tableau suivant :

ALEA	Communes très contraintes		Communes significativement concernées		Communes peu concernées	
	Secteurs	Zonage	Secteurs	Zonage	Secteurs	Zonage
Mouvements rapides mettant en jeu la sécurité des personnes: fontis non expertisés ou aléa fort non surveillé, effondrements brutaux, éboulements	<u>Secteur urbanisé:</u> principe d'inconstructibilité	R1	<u>Secteur urbanisé:</u> principe d'inconstructibilité	R1	<u>Secteur urbanisé:</u> principe d'inconstructibilité	R1
	<u>Secteur naturel :</u> principe d'inconstructibilité	R1	<u>Secteur naturel :</u> principe d'inconstructibilité	R1	<u>Secteur naturel :</u> principe d'inconstructibilité	R1
Fontis fort-surveillé, moyen ou faible	<u>Tous secteurs:</u> principe d'inconstructibilité	R3	<u>Tous secteurs:</u> principe d'inconstructibilité	R3	<u>Tous secteurs:</u> principe d'inconstructibilité	R3
Affaissements progressifs	<u>Secteur urbanisé :</u> constructibilité limitée sous conditions	O	<u>Secteur urbanisé :</u> principe d'inconstructibilité	R2	<u>Secteur urbanisé :</u> principe d'inconstructibilité	R2
	<u>Secteur naturel :</u> ->principe d'inconstructibilité et/ou -> ouverture limitée à l'urbanisation	R2 O	<u>Secteur naturel :</u> principe d'inconstructibilité	R2	<u>Secteur naturel :</u> principe d'inconstructibilité	R2
Mouvements résiduels	<u>Secteur urbanisé :</u> constructibilité sous conditions	J	<u>Secteur urbanisé :</u> constructibilité sous conditions	J	<u>Secteur urbanisé :</u> principe d'inconstructibilité	R2
	<u>Secteur naturel :</u> -> ouverture à l'urbanisation sous conditions	J	<u>Secteur naturel :</u> -> ouverture à l'urbanisation sous conditions	J	<u>Secteur naturel :</u> principe d'inconstructibilité	R2

4. Interdictions, prescriptions et recommandations

D'une manière générale, les interdictions, prescriptions et recommandations définies par le PPRM se fondent principalement sur les études de la vulnérabilité des bâtiments réalisées par le CSTB.

Celles-ci ont permis de mettre en évidence les niveaux d'endommagement de plusieurs types de construction en cas de réalisation de l'aléa, et de définir des dispositions constructives propres à en réduire les conséquences.

Le PPRM se compose du présent rapport, d'un règlement et de différentes annexes.

Les types de bâtiments étudiés figurent en annexe 1 du règlement du présent PPRM.

Les dispositions constructives figurent en annexe 2 du même règlement **et représentent pour les constructeurs et leurs maîtres d'œuvre les règles de l'art à respecter au même titre que les DTU**. On trouve également dans le corps du règlement les prescriptions qui peuvent être contrôlées au titre du code de l'urbanisme.

L'annexe 3 correspond au cahier des charges pour l'étude d'une construction hors typologie et l'annexe 4 est le modèle d'attestation pour des constructions hors typologie à remplir lors du dépôt de permis de construire.

L'annexe 5 recense enfin les mesures de prévention et de surveillance des aléas miniers mises en œuvre par les pouvoirs publics.

4.1. Interdictions.

Sont d'une manière générale interdites toutes les constructions et installations susceptibles d'aggraver les risques en créant de nouveaux enjeux ou en augmentant, directement ou indirectement, la vulnérabilité des enjeux existants.

Par ailleurs, les constructions qui ne respecteraient pas les types de bâtiments ou les prescriptions constructives étudiés par le CSTB sont en général interdites (sauf type 1).

Le règlement du PPRM est établi sur la base d'une typologie de bâtiments définie en annexe 1 du règlement et des règles définies en annexe 2. Des constructions ne respectant pas cette typologie (volumes, dimensions, ouvertures,...) ou ces règles peuvent néanmoins être autorisées à condition que le projet fasse l'objet d'une étude réalisée par un bureau d'études compétent. Cette étude devra justifier que, compte tenu des dispositions prises lors de la conception et de la réalisation du projet, le niveau d'endommagement du bâtiment, en cas de réalisation de l'aléa, n'excédera pas le niveau N3 tel que défini à l'article 4.1.1 - chapitre I, du présent rapport. Un modèle de cahier des charges à destination des bureaux d'études est annexé au règlement, ainsi qu'un formulaire d'attestation (pour le dossier de permis de construire) à remplir et signer par l'auteur de l'étude.

4.2. Prescriptions

Pour les constructions autorisées le règlement du P.P.R.M. définit en outre les prescriptions d'urbanisme (ex : gabarit des constructions, ouvertures, implantation) ou les règles particulières de construction en application de l'article R 126-1 du code de la construction et de l'habitat (ex : dispositions relatives au choix des matériaux, fondations, superstructures, éléments non structuraux, raccordements aux réseaux publics) qui s'imposent aux projets. Ces règles particulières de construction sont de deux ordres (bâtiments faiblement ou fortement renforcés) en fonction de l'importance de l'aléa.

Le respect des dispositions d'urbanisme est sanctionné dans le cadre de l'instruction des dossiers d'autorisations d'occuper le sol; la mise en œuvre des dispositions constructives particulières relève de la responsabilité du maître d'ouvrage.

Les prescriptions de renforcement d'urbanisme ou de nature constructive sont issues des études confiées au C.S.T.B ci -avant rappelées. Elles concernent directement la stabilité et la tenue du clos et couvert de la construction.

Ces études comportent également des recommandations: il s'agit de dispositions visant à « améliorer le bon comportement de l'ouvrage par des choix constructifs judicieux » (extrait étude C.S.T.B). Elles constituent parfois un rappel des divers D.T.U. et pourront utilement être consultées et prises en compte par les maîtres d'ouvrage.

Le règlement comporte également des croquis qui ne présentent pas de valeur réglementaire par eux-mêmes mais n'ont qu'une fonction d'illustration des règles écrites.

CHAPITRE 3 : LES COMMUNES COUVERTES PAR LE PPR

Commune de Auboué.

1.1. Géographie

La commune de Auboué est située dans la partie Nord du département de Meurthe-et-Moselle, à proximité de celui de Moselle, dans la région naturelle appelée le "Pays Haut", et dans la petite région de Briey/vallée de l'Orne, au nord du Jarnisy. Auboué est traversée par l'Orne et fait ainsi partie de la vallée de l'Orne.

La commune de Auboué occupe une superficie de 454 ha. La desserte de Auboué se fait essentiellement par la RD 643 qui permet de se diriger vers Metz, la RD 13 qui permet de rejoindre la RD 6033 vers Jarny (à l'Ouest) et Metz (à l'Est), enfin la RD 41 qui relie Auboué à Homécourt puis Joeuf.

1.2. Démographie

Aboué avait une population de 2858 habitants au recensement de 1999, contre 5040 en 1968, soit une baisse de plus de 40 %, qui provient à la fois d'un solde migratoire négatif, d'un solde naturel pratiquement nul et du départ de nombreuses familles qui a été provoqué par les affaissements miniers de fin 1996. En 2012, la population s'élève à 2559 habitants.

L'indice de jeunesse (nombre des moins de 19 ans sur nombre des plus de 60 ans) est faible en 1990 (0.900 contre une moyenne départementale de 1.214), principalement à cause d'une baisse des moins de 19 ans et une augmentation des plus de 60 ans.

1.3. Habitat

Le nombre de logements chute légèrement depuis 1975 soit une perte de 15%, cependant cette tendance semble s'atténuer au cours du dernier recensement.

Le nombre de logements chute moins vite que celui des habitants. La vacance a tendance à s'accroître, et les habitations se sont dédensifiées. Ainsi cette remarque est à

mettre en parallèle avec la restructuration des ménages (ménages plus petits) et celle des logements.

Il faut souligner que les affaissements miniers qui ont affecté le territoire d'Auboué en 1996 ont d'un seul coup modifié le profil de la démographie à Auboué et les conséquences sur les logements qui ont été détruits ont également participé à la chute du nombre de résidences principales que l'on peut constater dans les résultats du recensement de 1999. En effet, les affaissements ont provoqué le départ de plus de 200 personnes et la démolition de près de 170 logements. Les efforts pour reconstruire le plus rapidement des logements à Auboué n'ont pas suffi pour compenser l'hémorragie de population que ces affaissements ont provoquée.

1.4. Emploi

La population active ayant un emploi et habitant sur la commune a subi une baisse assez parallèle à la baisse de population de 1990 à 1999 (- 5,5%). Actuellement, l'essentiel des actifs ayant un emploi travaillent en dehors de la commune, principalement à Metz et le reste dans un secteur proche (Briey, Batilly, Joeuf et Sainte-Marie-aux-Chènes).

1.5. Équipement commercial

L'activité commerciale à Auboué est proportionnelle à sa taille et à proximité des communes de chalandise (Briey, Jarny, Metz).

Elle permet aux habitants de la commune de bénéficier des commerces indispensables au ravitaillement journalier et à animation d'une commune. Aussi on trouve :

- Pour alimentation :
 - supérette < 400 m² (1)
 - boulangerie (2)
 - boucherie-charcuterie (1)
 - restaurant, dont restauration rapide (2) café, débit de boissons (3)
- Pour l'équipement de la personne, accessoires, articles divers et services :
 - magasin de vêtements (1)
 - salon de coiffure (3)
 - bureau de tabac (1)
 - auto école (1)
 - opticien (1)
 - banque (1) dont distributeurs de billets
 - caisse d'épargne (1)
 - agent d'assurance (1)
 - services automobile (3°)

1.6. Perspectives d'évolution

Auboué se trouve à la frontière de la Moselle, et est un lieu de passage important des migrations quotidiennes.

De plus, la proximité du pôle d'emploi de Batilly et de la zone commerciale de Sainte-Marie-aux-Chênes peuvent en faire une commune attractive.

1.7. Situation au regard des exploitations minières

La commune est concernée par 5 concessions minières, dont principalement celles de Auboué et Moineville.

Les aléas sont de 3 sortes :

- Aléas "brutaux" (fontis, effondrement brutal ou front de mine à ciel ouvert) dus à la faible profondeur des exploitations qui se trouvent au nord de la ville et touchent essentiellement des secteurs naturels mais aussi quelques parties urbanisées au centre de la commune.
- Aléas de "mouvements résiduels", principalement à l'est de la commune de part et d'autre de la route qui mène à Homécourt.
- Aléas "affaissements progressifs", essentiellement à l'est de la commune sur une grande zone bâtie et au sud de la commune sur une surface non bâtie.

1.8. Perspectives urbaines

Compte tenu de la topographie et de la présence de grandes surfaces d'aléas, les perspectives d'évolution de la commune de Auboué apparaissent assez réduites mais pas totalement. En effet, Auboué n'est pas considéré comme très contraintes ce qui entraîne une inconstructibilité sur les zones d'affaissement progressif. La zone d'aléa mouvements résiduels, le long de la route qui mène à Homécourt, présente un fort intérêt. De plus, quelques zones sans aléas sont encore disponibles telle que les Grimonaux.

Commune de Homécourt.

2.1. Géographie

La commune d'HOME COURT fait partie de l'agglomération Hagondange-Briey, qui comprend 18 communes en Moselle et 5 communes en Meurthe-et-Moselle (Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf et Moutiers). Cette vaste conurbation, située dans la vallée de l'Orne, a été engendrée par la présence du fer et par toutes les industries qui y étaient liées.

Le site de vallée, orienté Nord-Est - Sud-Ouest, suit une ligne de fractures géologiques qui ont permis la mise à jour de la couche ferrifère d'Aalénien. Cette vallée, étroite par endroits, plus large à d'autres, facilitant l'implantation de vastes complexes sidérurgiques, entaille de près de 70 m un plateau calcaire aux reliefs bosselés et légèrement inclinés vers l'ouest.

La vallée de l'Orne décrit de nombreux méandres et les rives, souvent inondables sont parfois encore boisées. Les bois occupent plus de 25 % du territoire, surtout au nord de la commune (Bois de la Sarre, forêt de Ropeval).

La commune occupe une superficie de 440 ha. Limitrophe à Joeuf au nord et à Auboué au sud, la ville d'Homécourt est reliée à Briey, situé à 7 km, par la RD 137 ; à Moyeuve, situé à 8 km, par la RD 11 et à Sainte-Marie-aux-Chênes, situé à 3 km, par la RD 643. A 2 km au sud, Homécourt est reliée à l'autoroute A4, grand axe de communication reliant Paris à l'Est de la France.

2.2. Démographie

La population totale d'Homécourt, après une très forte baisse ayant suivi l'arrêt de l'industrie minière et sidérurgique, continue depuis de baisser mais d'une manière moins accentuée (amortissement des effets de la crise économique).

Homécourt avait une population de 6817 habitants au recensement de 1999, contre 10156 en 1975, soit une baisse de plus de 30 %, qui provient essentiellement d'un solde migratoire défavorable que ne peut compenser un solde naturel positif mais insuffisant. L'indice de "jeunesse" J de la commune en 1999 (nombre des 0-19ans sur le nombre des plus de 60 ans) est médiocre (0,795 pour une moyenne départementale de 1,214), mais surtout cet indice se détériore depuis 1990 du fait de la forte augmentation de 1990 à 1999 du nombre des plus de 60 ans. En 2015, la population s'élève à 6259 habitants.

D'un point de vue socioprofessionnel, la population de Homécourt est principalement ouvrière, avec un niveau de revenu assez faible (64 % de contribuables non-imposés, contre 51 % en moyenne départementale).

De plus, le niveau global de chômage de la commune est très élevé (20,6% contre 11,8% en moyenne départementale).

2.3. Habitat

De 90 à 99, le parc de logements a diminué de 18 unités seulement, malgré un solde migratoire de -360 habitants. On assiste donc concomitamment à une baisse importante de la taille des ménages, de 2,62 à 2,45.

Le relief et les contraintes dues au risque minier, ainsi que la forte connotation post-industrielle, rendent l'expansion urbaine difficile. Certains secteurs libres, comme l'ancienne coquerie, au sud-est, sont inconstructibles à cause de pollution des sols. Mais l'expansion est possible, au nord-ouest de la commune, de chaque côté de la RD 137 à l'entrée de la ville.

2.4. Emploi

La population active ayant un emploi et habitant sur la commune a subi une baisse assez parallèle à la baisse de population, mais moins accentuée de 1990 à 1999 (quasi-stabilisation). Dans le même temps, Le nombre d'emplois sur la commune s'est maintenu (+ 2,6 % de 90 à 99) et le nombre d'actifs d'entrants a augmenté (+ 39%). Actuellement, 79 % des actifs ayant un emploi travaillent en dehors de la commune, dont environ 22 % à Metz et le reste principalement dans un secteur proche (Briey, Batilly, Joeuf et Sainte-Marie-aux-Chênes environ 40 %).

2.5. Équipement commercial

La zone de chalandise de Briey/Orne a une influence assez limitée (zone primaire très concentrée). Pourtant ce territoire présente un gros potentiel de consommation, mais une grande partie échappe (65 %) au commerce local au profit des pôles commerciaux de Ste-Marie-aux-Ch., de Sémécourt ou modérément du Jarnisy. Pour le non-alimentaire, l'évasion (70%) peut entraîner la désagrégation du commerce local.

Il faut y ajouter le fait que nombreux migrants achètent sur leur lieu de travail.

Par ailleurs des concurrences locales (Briey, Joeuf, Homécourt,) peuvent affaiblir le commerce local qui souffre déjà du phénomène de dépopulation et de paupérisation.

Le niveau d'équipement de proximité d'Homécourt reste bon, et Homécourt dispose d'une zone commerciale d'influence locale, mais peu performante.

2.6. Perspectives d'évolution

Homécourt se trouve à la frontière de la Moselle, et est un lieu de passage important des migrations quotidiennes.

De plus, la proximité du pôle d'emploi de Batilly, des zones commerciales de Homécourt et de Sainte-Marie-aux-Chênes peuvent en faire une commune attractive.

2.7. Situation au regard des exploitations minières

La commune est concernée par 4 concessions minières, dont principalement celles de Auboué et Homécourt.

Les aléas sont de 3 sortes :

- Aléas "brutaux" (fontis, effondrement brutal ou front de mine à ciel ouvert) dus à la faible profondeur des exploitations qui touchent essentiellement des secteurs naturels au nord mais aussi à proximité de la zone commerciale de la commune.
- Aléas de "mouvements résiduels", principalement les quartiers de la "Petite Fin" et de la "Grande Fin" mais aussi au nord-ouest dans une zone d'expansion future.
- Aléas "affaissements progressifs", essentiellement dans les quartiers anciens (secteur gare SNCF+centre commercial avec une très forte pente 22%, secteur mairie/église avec une pente de 6%) et aussi les quartiers de la "Petite Fin" et de la "Grande Fin".

2.8. Perspectives urbaines

Les perspectives d'évolution de Homécourt apparaissent très réduites. Cependant le Bois de la Sarre (sans aléa et mouvements résiduels) peut devenir une zone d'urbanisation future ainsi que les autres zones J de la Petite Fin et de la Grande Fin.

Etant une commune très contrainte, la zone d'affaissement progressif au centre de la commune peut être ouverte à l'urbanisation par un classement en zone O7 ainsi que la zone du bois de la Sarre. De plus, toutes les dents creuses en affaissement progressif pourront être bouchées par un classement en zone O.

Une grande surface sans aléas miniers mais avec des sols pollués, au sud est, pourra recevoir de l'industrie.

Une grande partie de la zone "du Haut des Tappes" classée précédemment en R2, a été reclassé en zone O9 afin de permettre à Homécourt et aux communes voisines le développement de la zone commerciale existante.

Commune de Moutiers.

3.1. Géographie

La commune de Moutiers, située dans la partie Nord du département de la Meurthe-et-Moselle, à proximité du département de la Moselle, appartient au canton de Homécourt et à l'arrondissement de Briey.

Située à l'Ouest du sillon mosellan et au Nord de la vallée de l'Orne, Moutiers appartient à la région naturelle du "Pays Haut", vaste plateau entaillé par de profondes vallées. Cette région est également appelée "Pays du Fer" en raison de la richesse de son sous-sol.

Le ban communal de Moutiers couvre une superficie de 682 ha.

La desserte de Moutiers se fait essentiellement par la RD 643 en venant de Metz ou de Briey. Depuis Joeuf et Homécourt, on peut rejoindre Moutiers par la RD 137. Par ailleurs, la RD 613 Briey-Jarny traverse la partie Ouest du ban communal et la bretelle d'accès à l'autoroute A4, située à Sainte-Marie-aux-Chênes est éloignée seulement de 6 km.

3.2. Démographie

Moutiers avait une population de 1923 habitants au recensement de 1999, contre 2335 en 1975, soit une baisse de 18 %, qui provient essentiellement d'un solde migratoire défavorable que ne peut compenser un solde naturel positif mais insuffisant. De plus, en 1997, la commune de Moutiers a subi un affaissement minier qui c'est traduit par une perte de plus de 50 habitants. En 2012, la population s'élève à 1626 habitants.

La population totale de Moutiers, après une baisse marquée ayant suivi l'arrêt de l'industrie minière et sidérurgique (mais d'impact moindre qu'à Joeuf ou Homécourt beaucoup plus dépendants), continue depuis 1982 de baisser de manière moins accentuée (amortissement des effets de la crise économique) mais toujours soutenue.

L'indice de "jeunesse" J de la commune en 1999 est bas (0,882 pour une moyenne départementale de 1,214), mais surtout cet indice se détériore depuis 1990 du fait de la forte augmentation de 1990 à 1999 du nombre des plus de 60 ans (associée à une baisse du nombre des 0 - 19 ans).

D'un point de vue socioprofessionnel, la population de Moutiers est principalement ouvrière, avec un niveau de revenus en dessous de la moyenne, mais pas excessivement (55 % de contribuables non-imposés, contre 51 % en moyenne départementale).

3.3. Habitat

De 90 à 99, le parc de logements a diminué de 22 unités seulement, malgré un solde migratoire de -137 habitants. On assiste donc concomitamment à une baisse importante de la taille des ménages, de 2,64 à 2,50.

Le relief et les contraintes dues aux risques miniers et technologiques, ainsi que la forte connotation post-industrielle, rendent l'expansion urbaine difficile.

3.4. Emploi

La population active ayant un emploi et habitant sur la commune a subi une baisse assez parallèle jusqu'en 1990 à la baisse de population, puis un renouveau après 1990 (+3,7 % de 1990 à 1999) qui est à associer à l'augmentation importante des actifs sortants de + 83 (soit +16,7 %). Ceux-ci se dirigent vers la Moselle, Briey,...., ce qui témoigne de la dépendance de la commune vis à vis des bassins d'emplois voisins.

Tandis que l'on observe une très forte baisse du nombre d'actifs résidant à MOUTIERS et travaillant dans la commune (-57,4 % de 1982 à 1999) et s'aggravant depuis 1990 à une valeur très défavorable (-37,6 % de 1990 à 1999), soit -59 actifs de 90 à 99.

3.5. Équipement commercial

La commune de Moutiers dispose de quelques commerces de proximité :

- deux boulangeries,
- une boucherie,
- un café-restaurant,
- un tabac journaux,
- coiffeur mixte,
- un garage automobile,
- un commerce d'équipement cuisine.

Elle peut, en outre, bénéficier du tissu commercial des communes de Briey, Auboué, Joeuf, Homécourt ou Sainte-Marie-aux-Chênes situées à proximité.

3.6. Perspectives d'évolution

Moutiers est un lieu de passage important des migrations quotidiennes.

De plus, la proximité des pôles d'emploi de Batilly et de Briey, des zones commerciales de Briey, de Homécourt et de Sainte-Marie-aux-Chênes peuvent en faire une commune attractive.

3.7. Situation au regard des exploitations minières

La commune est concernée par 4 concessions minières, dont principalement celles de Moutiers, Homécourt et Auboué. Une grande partie de la superficie de la commune est concernée par l'exploitation minière.

Les aléas sont de 3 sortes (mais on y rencontre beaucoup de zones d'effondrement brutal) :

- Aléas "brutaux" (fontis, effondrement brutal ou front de mine à ciel ouvert) dus à la faible profondeur des exploitations qui touchent sévèrement les zones situées au Nord et le Nord-Est de la commune. Globalement, les parties urbanisées de la commune sont assez touchées : Environ 100 bâtiments sont concernés par le risque d'effondrement brutal. La population de cette zone va être expropriée.
- Aléa d'affaissement progressif surtout au sud sur une grande zone en partie urbanisée, avec une pente maximale de 5,5 %. Il existe d'autres zones beaucoup plus petites mais avec des pentes jusqu'à 22,5 %.
- Aléas de "mouvements résiduels", principalement au centre du ban communal sur un plateau qui n'est pas urbanisé.

3.8. Perspectives urbaines

Compte tenu de la topographie particulière et difficile du site, la commune de Moutiers dispose de peu de possibilités d'extensions à l'exception des secteurs sans aléa sur le plateau au sud, des secteurs avec un aléa mouvement résiduel sur le plateau et avec un aléa affaissement progressif, au sud, derrière le bâti (maisons et garage automobile) qui se trouve le long de la RD 643.

Commune de Joeuf

4.1. Géographie

La commune de Joeuf est située dans la partie Nord du département de Meurthe-et-Moselle, à proximité de celui de Moselle, dans la région naturelle appelée le "Pays Haut", et dans la petite région de Briey/vallée de l'Orne, au nord du Jarnisy. Joeuf est traversée par Orne et fait ainsi partie de la vallée de l'Orne.

La commune de Joeuf occupe une superficie de 316 ha. La desserte se fait par trois accès principaux :

Deux voies à l'Ouest distinctes dans leur tracé cadrent la zone commerciale et artisanale de Homécourt, secteur industriel récemment reconverti où dominent bâtiments à l'enseigne Intermarché. Il s'agit des départementales D.137, reliant Homécourt, puis Briey et de la D.41 reliant Auboué. Chacune débouche sur un rond point.

Une voie à l'Est, la départementale D.11, reliant Moyeuivre Grande, beaucoup plus enclavée, longe le tracé de l'Orne ainsi que l'ancienne zone industrielle de Franchepré.

4.2. Démographie

Joeuf avait une population de 7449 habitants au recensement de 1999, contre 11007 en 1975, soit une baisse de plus de 30% . En 2012, la population s'élève à 6712 habitants.

L'indice de jeunesse (nombre des moins de 19 ans sur nombre des plus de 60 ans) est très faible (0.663 contre une moyenne départementale de 1.214), principalement à cause d'une forte baisse des moins de 19 ans de plus de 55 % de 75 à 99.

D'un point de vue socioprofessionnel, la population de Joeuf est principalement ouvrière, avec un niveau de revenus assez faible (62 % de contribuables non-imposés, contre 52 % en moyenne départementale).

4.3. Habitat

De 90 à 99, le parc de logements a diminué de 19 unités seulement. On assiste donc concomitamment à une baisse importante de la taille des ménages, de 2,46 à 2,31.

Le relief et les contraintes dues au risque minier rendent l'expansion urbaine difficile. Il reste cependant certains secteurs favorables (sans aléa minier), comme le site de EUROPIPE à la limite de Brouchetière qui est actuellement en étude pour définir le type de reconversion (habitat et/ou industrie) ou encore des surfaces boisées au nord-ouest de la commune.

4.4. Emploi

Le nombre d'actifs résidant à Joeuf et travaillant dans la commune a observé une forte baisse de -65,2% de 1975 à 1999. Le nombre d'actifs joviciens (1643 en 99) travaillant hors de leur commune augmente depuis 1990 (+ 12,7 %). Si environ 34 % travaillent à moins de 10 minutes dans des industries en général stables (ZI de Briey, Batilly) et 9 % dans la Fensch (« filière froide »), près de 15 % travaillent dans la « filière à chaud » condamnée au terme de 2010. Le Luxembourg ne constitue encore qu'un pôle secondaire d'emplois qui ne touche que 5,3 % des actifs de Joeuf, alors que le secteur de Metz en attire 20,4%.

4.5. Équipement commercial

Les différents commerces sont essentiellement situés dans la rue de Francheprès et la rue du Commerce. Les concurrences locales (Briey, Homécourt) peuvent affaiblir le commerce de Joeuf qui souffre déjà du phénomène de dépopulation.

La zone de chalandise de Briey a une influence assez limitée avec une zone primaire très concentrée. Pourtant Briey présente un des plus gros potentiel de consommation de M. S M., mais une grande partie échappe (65 %) au commerce local au profit des pôles commerciaux de Sainte-Marie-aux-Chênes, de Sémécourt ou modérément du Jarnisy.

A cela s'ajoute que de nombreux migrants achètent sur leur lieu de travail.

Dans le domaine du non alimentaire, l'évasion est de 70 % (56% pour l'alimentaire), taux limite de désagrégation du commerce local.

4.6. Perspectives d'évolution

Joeuf est un lieu de passage important des migrations quotidiennes vers la Moselle.

De plus, la proximité des pôles d'emploi de Batilly et de Briey, de la rue commerçante de Franchepré, des zones commerciales de Briey, de Homécourt et de Sainte-Marie-aux-Chênes peuvent en faire une commune attractive.

4.7. Situation au regard des exploitations minières

La commune est concernée par 2 concessions minières, dont principalement celle de Homécourt. A l'exception du bas de la rue de francheprès et du site de l'ancienne usine "Europipe", toute la superficie de la commune est concernée par l'exploitation minière.

Les aléas sont de 3 sortes (on y rencontre principalement de zones d'affaissement progressif) :

- Aléas "brutaux" (fontis, effondrement brutal ou front de mine à ciel ouvert) dus à la faible profondeur des exploitations qui touchent l'est de la commune sur des zones à très forte pente non urbanisées. Les parties urbanisées de la commune ne sont pas touchées.
- Aléas de "mouvements résiduels", sur le plateau boisé au nord-ouest de la commune.
- Aléas d'affaissement progressif sur toute la zone urbaine avec une pente de 22.5% et quelques petites surfaces sur la plateau boisé avec des pentes d'environ 6%.

4.8. Perspectives urbaines

Compte tenu de la topographie particulière et difficile du site, la commune de Joeuf dispose de peu de possibilités d'extensions à l'exception des secteurs sans aléa proche de Brouchetière étant occupé par l'usine et des terrains libres derrière le collège. Il reste une surface, au nord ouest, en zone d'aléa (mouvement résiduel et affaissement progressif de pente faible et moyenne) ou sans aléa mais qui est difficile d'accès et boisée.

Les perspectives de constructions nouvelles ou de rénovations lourdes sur Joeuf, avec des pentes de l'ordre de 20% (risque d'affaissement minier : aléa affaissement progressif), paraissent bien réduites.

Commune de Briey

5.1. Géographie

Briey est le chef-lieu d'arrondissement du Pays Haut, région qui regroupe les dix cantons du Nord du département de la Meurthe-et-Moselle. Nancy, chef-lieu du département, est situé à environ 90 km (à environ 1 heure).

Briey est située à 30 km de Metz (30 minutes par l'autoroute et 30 minutes par la route nationale) avec laquelle elle est reliée par l'A4, la RD 643.

Située à l'Ouest du sillon mosellan, la commune de Briey appartient à la région du "Pays Haut", vaste plateau recouvert de forêts et entaillé de vallées.

Occupant une position géographique intéressante à proximité de l'axe Metz Thionville et de l'autoroute A4, Briey a été marquée par l'histoire sidérurgique à l'instar des communes des bassins environnants.

La reconversion économique du bassin d'emploi de Briey permet à la commune de se positionner favorablement, de se situer dans une logique de poursuite de son développement propre contrairement aux autres territoires de la zone d'emploi placés plutôt dans une logique de mutation.

La commune de Briey occupe une superficie très vaste de 2713 ha.

5.2. Démographie

Briey avait une population de 5230 habitants au recensement de 1999, contre 5461 en 1975, soit une baisse de 4%. En 2012, la population s'élève à 5757 habitants. A titre indicatif, la population en 1982 était de 4357 habitants.

L'indice de jeunesse (nombre des moins de 19 ans sur nombre des plus de 60 ans) est très fort (1.328 contre une moyenne départementale de 1.214), mais moins important quand 1990 où il était de 1.455.

D'un point de vue socioprofessionnel, la population de Briey a un bon niveau de revenus (46 % de contribuables non-imposés, contre 52 % en moyenne départementale).

5.3. Habitat

De 90 à 99, le parc de logements a augmenté de 259 unités. On assiste aussi à une baisse importante de la taille des ménages de 2,5 à 2,31.

Le relief et la taille importante de la commune rendent l'expansion urbaine relativement facile.

5.4. Emploi

Le nombre d'actifs résidant à Briey et ayant un emploi est de 2050 en 1999. Les actifs travaillent à moins de 10 minutes dans les communes plus ou moins proches (Briey, Batilly, Metz, Thionville)

5.5. Équipement commercial

Le commerce est essentiellement situé dans la rue piétonne de La Poterne et sur la zone commerciale à l'entrée nord de la commune mais aussi dispersé sur toute la commune. Briey compte 4 grandes surfaces.

La zone de chalandise de Briey a une influence assez limitée avec une zone primaire très concentrée. Pourtant Briey présente un des plus gros potentiel de consommation de M. S M., mais une grande partie échappe au commerce local au profit des pôles commerciaux de Sainte-Marie-aux-Chênes, de Sémécourt ou modérément du Jarnisy.

5.6. Perspectives d'évolution

Briey est un lieu de passage important des migrations quotidiennes.

De plus, Briey possède tous les services nécessaire (commerce, administration, scolaire, hospitalier) et dispose de beaucoup de terrain libre de tout aléa contrairement aux communes voisines ce qui en fait une commune attractive.

5.7. Situation au regard des exploitations minières

La commune est concernée par 5 concessions minières, dont principalement celles de Homécourt, Moutiers, Joeuf. Globalement, seule la partie est du territoire est touchée par les aléas qui est essentiellement une zone boisée.

Les aléas sont de 3 sortes (on y rencontre principalement de zones d'affaissement progressif et de mouvements résiduels) :

- Aléas "brutaux" (fontis, effondrement brutal ou front de mine à ciel ouvert) dus à la faible profondeur des exploitations qui touchent le sud de la commune sur des zones non urbanisées.
- Aléas de "mouvements résiduels", sur la partie est de la zone urbanisée et sur le secteur boisé à l'est de la commune.
- Aléas d'affaissement progressif sur le sud de la zone industrielle et quelques surfaces sur la partie boisée.

5.8. Perspectives urbaines

Compte tenu de la topographie favorable du site, la commune de Briey dispose de nombreuses possibilités d'extensions dans des secteurs sans aléa, avec l'avantage supplémentaire qu'elles permettent sans difficultés d'assurer la continuité du tissu urbain.

Commune de Valleroy

6.1. Géographie

La commune de Valleroy fait partie du canton d'Homécourt (6 km) et de l'arrondissement de Briey (6 km).

La commune de Valleroy se situe à l'Ouest de Metz (30 km par autoroute, 23 km par route nationale et départementale), à 75 km au Nord de Nancy, préfecture du département, à 30km au Sud de Thionville.

Située au cœur de la vallée de l'Orne, Valleroy fait une transition entre le parcours aval très fortement urbanisé et industrialisé et le parcours amont à urbanisation plus lâche et au contexte agricole.

Les axes de communication desservant le territoire communal sont :

- l'autoroute A4 (échangeur à 2 km) ;
- la RD 613 (liaison Jarny - Briey) ;
- la RD 130 (liaison Valleroy - Lantefontaine).

Située sur le coteau de la vallée de l'Orne et sur le plateau agricole surplombant, la commune de Valleroy occupe une superficie de 1226 ha.

6.2. Démographie

Valleroy avait une population de 2296 habitants au recensement de 1999, contre 2185 en 1975, soit une augmentation de 5%. La création de lotissements en 1982 permet l'accueil de jeunes couples générant un solde migratoire positif et une augmentation des naissances. Mais depuis 1990, le solde migratoire est revenu négatif et compensé que partiellement par le solde naturel positif. En 2012, la population s'élève à 2382 habitants.

L'indice de jeunesse (nombre des moins de 19 ans sur nombre des plus de 60 ans) est moyen (1.172 contre une moyenne départementale de 1.214), principalement à cause d'une forte baisse des moins de 19 ans de 82 à 99.

D'un point de vue socioprofessionnel, la population de Valleroy est principalement ouvrière, avec un niveau de revenus moyen (53 % de contribuables non-imposés, contre 52 % en moyenne départementale).

6.3. Habitat

De 90 à 99, le parc de logements a augmenté de 13 unités seulement. On assiste donc concomitamment à une baisse importante de la taille des ménages, de 2,45 à 2,38.

En 99, les logements vacants correspondent à un taux de rotation normal.

6.4. Emploi

Sur les 853 actifs ayant un emploi, 109 (13%) travaillent à Valleroy et 357 (42%) dans le département de la Moselle (proximité et facilité de communication).

Le taux d'activité s'élevant à 42% est en diminution par rapport aux années précédentes.

6.5. Équipement commercial

Les différents commerces permettent juste les achats quotidiens.

Une grande partie des habitants se rendent au pôle commercial de Sainte-Marie-aux-Chênes qui se trouve à 2 min ou à Briey et de nombreux migrants achètent sur leur lieu de travail.

6.6. Perspectives d'évolution

Valleroy est un lieu de passage important des migrations quotidiennes vers la Moselle.

De plus, la proximité des pôles d'emploi de Batilly et de Briey, des zones commerciales de Briey, de Homécourt et de Sainte-Marie-aux-Chênes ainsi que présence de nombreux terrains sans aléa peuvent en faire une commune attractive.

6.7. Situation au regard des exploitations minières

La commune est concernée par 3 concessions minières, dont principalement celle de Valleroy. A l'exception de l'extrémité est du banc communal, toute la superficie de la commune n'est pas concernée par l'exploitation minière.

Les aléas sont de 3 sortes (on y rencontre principalement de zones d'affaissement progressif) :

- Aléas "brutaux" (fontis, effondrement brutal ou front de mine à ciel ouvert) dus à la faible profondeur des exploitations qui touchent l'est de la commune sur la zone industrielle.
- Aléas de "mouvements résiduels", sur le plateau boisé à l'est de la commune.
- Aléas d'affaissement progressif sur l'extrémité est de la ZAC au niveau de l'ancienne mine de Valleroy et sur le plateau boisé à l'est de la commune.

6.8. Perspectives urbaines

Compte tenu de la topographie favorable du site et du faible pourcentage de zones d'aléas, la commune de Valleroy dispose de nombreuses possibilités d'extensions dans des secteurs sans aléa, avec l'avantage supplémentaire qu'elles permettent sans difficultés d'assurer la continuité du tissu urbain.

Commune de Moineville

7.1. Géographie

La commune de Moineville se situe à 23 km à l'ouest de Metz et à 75 km au nord de Nancy. Elle appartient à la région urbaine de Briey dont elle est éloignée de 8 km.

Moineville est limitrophe avec les communes suivantes : Auboué, Batilly, Giraumont, Hatrize, Jouaville, Valleroy et Sainte-Marie-aux-Chênes (Moselle).

Commune de la rive droite de l'Orne, elle présente Moineville et Beaumont, deux parties agglomérées de part et d'autre de l'emprise de l'autoroute A4. Au sud du ban communal en limite communale de Batilly, se trouve l'ancien carreau la mine du Paradis, sorte d'enclave urbanisée.

La double agglomération est desservie par la RD 136. Cette voie principale assure la liaison entre la RD 613 et le nœud routier situé à proximité d'Auboué, qui permet de rejoindre l'autoroute A4 (Strasbourg-Paris). La RD 13 permet l'accès, par l'ouest du ban communal, vers l'enclave de la mine du Paradis.

La commune de Moineville occupe une superficie de 812 ha.

7.2. Démographie

Moineville avait une population de 877 habitants au recensement de 1999, contre 705 en 1975, soit une augmentation de 25%. La création de plusieurs lotissements entre 1975 et 1982 a permis une arrivée conséquente d'une nouvelle population. Puis la population s'est stabilisée jusqu'en 1999. En 2012, la population s'élève à 1115 habitants.

L'indice de jeunesse (nombre des moins de 19 ans sur nombre des plus de 60 ans) est fort (1.56 contre une moyenne départementale de 1.214 en 99 mais il était de 2.15 en 90), principalement à cause d'une baisse des moins de 19 ans de 12 % de 90 à 99.

D'un point de vue socioprofessionnel, la population de Moineville possède un niveau moyen de revenus (49.4 % de contribuables non-imposés, contre 52 % en moyenne départementale).

7.3. Habitat

De 90 à 99, le parc de logements a augmenté de 28 unités seulement. On assiste donc concomitamment à une baisse importante de la taille des ménages, de 2,7 à 2,5.

Une population jeune nouvelle s'est installée et de nombreuses demandes sont enregistrées en commune pour l'acquisition de terrains à bâtir.

7.4. Emploi

Le taux de chômage, qui concerne principalement les actifs féminins, était en légère

baisse depuis 1982 (de 13 à 12% de la population active). On remarque cependant pour la période 1990/1999 un mouvement à la hausse avec un taux qui atteint 14%.

Le potentiel en emplois sur la commune de Moineville, qui ne concerne que 13,6% des actifs, s'avère relativement stable.

Les habitants de la commune trouvent en extérieur leur emploi (42,6% dans le même département et 43,8% dans un département voisin). Ce phénomène engendre une forte migration journalière vers les bassins d'emplois.

7.5. Équipement commercial

Les différents commerces permettent juste les achats quotidiens en particulier la présence d'un buraliste, d'un marchand de journaux, d'un dépôt de pain, un restaurant et deux cafés.

Une grande partie des habitants se rendent au pôle commercial de Sainte-Marie-aux-Chênes qui se trouve à 2 min et de nombreux migrants achètent sur leur lieu de travail.

7.6. Perspectives d'évolution

Moineville est un lieu de passage important des migrations quotidiennes vers la Moselle.

De plus, la proximité de l'autoroute A4, des pôles d'emploi de Batilly et de Briey, des zones commerciales de Briey, de Homécourt et de Sainte-Marie-aux-Chênes en font une commune attractive.

7.7. Situation au regard des exploitations minières

La commune est concernée par 3 concessions minières, dont principalement celle de Auboué. A l'exception de la Mine du Paradis et de Beaumont, toute la zone urbaine de la commune n'est pas concernée par l'exploitation minière.

Les aléas sont de 2 sortes (on y rencontre principalement de zones d'affaissement progressif) :

- Aléas "brutaux" (fontis, effondrement brutal ou front de mine à ciel ouvert) dus à la faible profondeur des exploitations qui touchent l'est de la commune sur la base de loisirs de Serry et le sud au niveau de l'ancienne mine et la Cote de Gâ. Globalement, les parties urbanisées de la commune ne sont cependant pas touchées.
- Aléas d'affaissement progressif sur toute la zone de la Mine du Paradis avec une pente de 1 à 6% et quelques surfaces sur Beaumont et son sud-est avec des pentes de 2 à 6%.

7.8. Perspectives urbaines

Compte tenu de la topographie favorable du site, la commune de Moineville dispose de nombreuses possibilités d'extensions dans des secteurs sans aléa, avec l'avantage supplémentaire qu'elles permettent sans difficultés d'assurer la continuité du tissu urbain en se développant vers l'est sur le Quartier de l'espérance et vers la base de loisirs.

CHAPITRE 4 - état des procédures

Le P.P.R.M. a été prescrit le 31 juillet 2003 et mis en application immédiate le 06 juin 2005.

Le P.P.R.M. modifié a été mis en application immédiate le 31 juillet 2007.

Les objets de cette révision sont rappelés ci-dessous:

- prise en compte dans le P.P.R.M. d'éléments consécutifs à des évolutions dans la connaissance de l'aléa: il s'agit de la définition précisée de l'aléa mouvements résiduels, de la démarche de gradation de l'aléa fontis et d'études menées sur les zones d'effondrement brutal;

- retour d'expérience et intégration dans le règlement de réponses apportées par le C.S.T.B. à l'occasion de questions soulevées par l'examen de projets particuliers:

ex: régime des ouvertures, constructions en pieds de talus... (liste non exhaustive)

- retour d'expérience et précision apportée à la rédaction de divers points du règlement: sont notamment concernés les articles relatifs à la liste des travaux autorisés sur le bâti existant, clarification du régime des recommandations,

- intégration dans le règlement des conclusions des études C.S.T.B. sur les bâtiments à ossature bois et acier et sur la vulnérabilité des constructions dans les zones de mouvements résiduels.

Le PPRM de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moutiers et Valleroy a été soumis à une enquête publique et approuvé par arrêté préfectoral du 24 novembre 2009.

Suite au décret n° 2011-2054 du 29 décembre 2011 relative à la définition des surfaces de planchers prises en compte dans le droit d'urbanisme, le PPRM des communes de Auboué, Briey, Homécourt, Joeuf, Moineville, Moutiers et Valleroy est mis en modification par arrêté préfectoral du 12 mars 2014 du fait que les changements ne portent pas atteinte à l'économie générale du plan.

Suite au décret n°2012-616 du 2 mai 2012 relatif à l'évaluation de certains plans et documents ayant une incidence sur l'environnement, ce plan de prévention des risques ne fait pas l'objet d'une évaluation environnementale (art.1). En effet, celui-ci ne prévoit pas la construction de quelque ouvrage que ce soit et n'apporte aucune obligation constructive sur le bâti ou les infrastructures existantes. De ce fait, aucune répercussion sur l'environnement ne justifierait une telle évaluation.

Suite aux rencontres de l'atelier national sur les territoires en mutation exposés aux risques regroupant notamment les communes d'Homécourt et Joeuf en Meurthe-et-Moselle, dans les zones O et J du PPR minier s'appliquant sur les communes de Joeuf, Homécourt, Moutiers, Auboué, Briey, Moineville et Valleroy, les transformations d'un logement en plusieurs seront autorisées à condition de respecter les règles de l'art et notamment les DTU, Documents Techniques Unifiés.